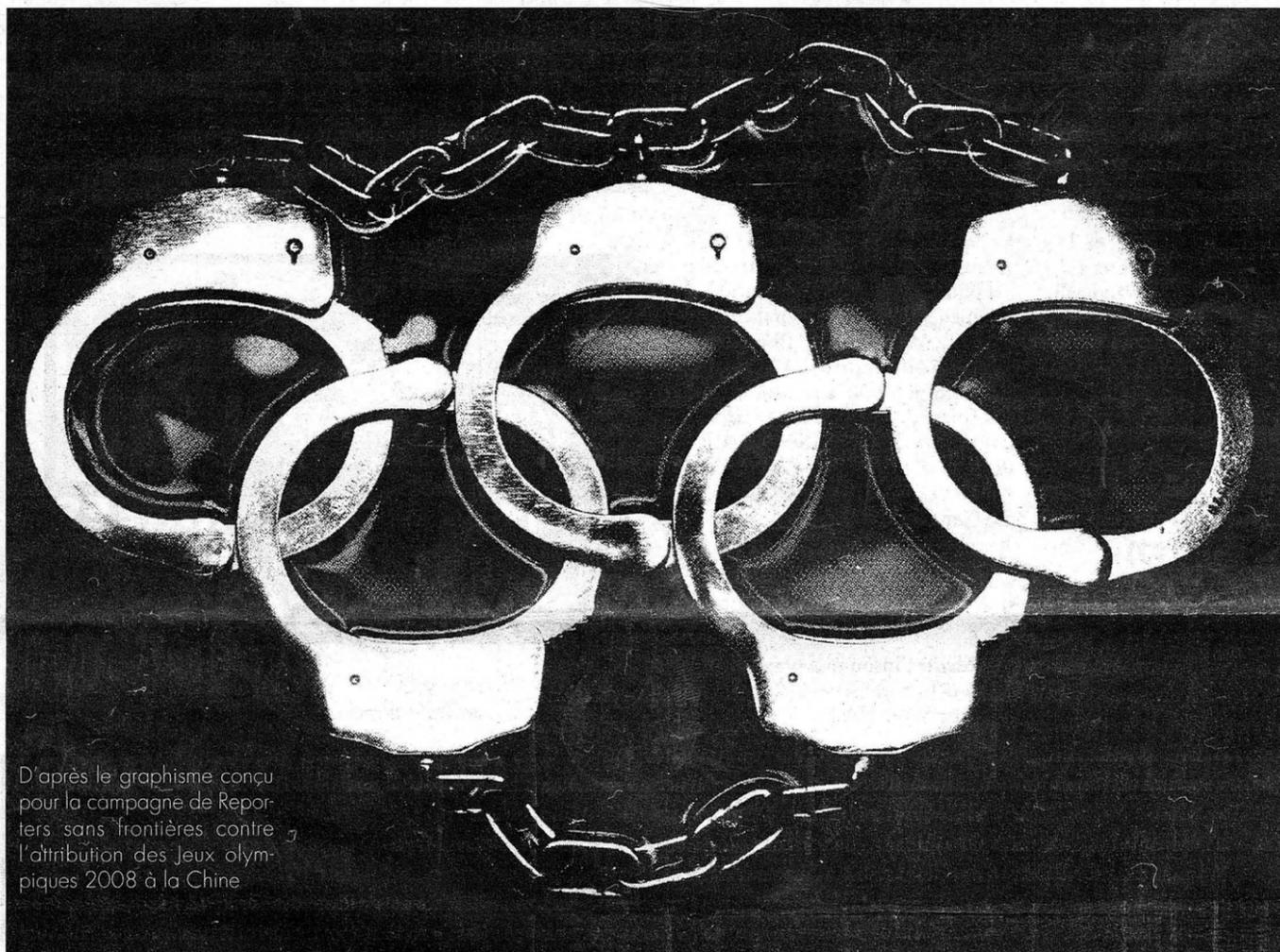


Automne-hiver Tendance bracelets



D'après le graphisme conçu pour la campagne de Reporters sans frontières contre l'attribution des Jeux olympiques 2008 à la Chine

Agir : désobéir

« Je veux seulement comprendre comment il se peut que tant d'hommes supportent quelques fois un tyran qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent, qui n'a pouvoir de leur nuire qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer. »

La Boétie,
Discours de la servitude volontaire, 1576.

EN AVRIL ils furent nombreux, ceux et celles s'échinant à vouloir « seulement comprendre », journalistes, analystes, polémistes d'entre les deux tours, bridant l'esprit critique jusqu'à nous adjuer, sous peine d'excommunication républicaine, de nous précipiter aux urnes. Le fascisme, disaient-ils alors, prenant la pose des partisans, se combat d'abord dans l'isolement. Aujourd'hui où sont-ils, ces antifascistes

La surenchère sécuritaire engagée nous permet de penser que Sarkozy, dans la droite ligne de ses prédécesseurs, veut placer la France en championne possible du tout répressif. Catégorie violation des droits de l'Homme bien sûr. Si on laisse faire, on les portera « serrés ».

de boulevard? Les plus honnêtes regrettent d'être tombés dans le piège d'un Chirac posant en saint, sauveur de la démocratie, ont la gueule de bois et se taisent. Les autres continuent de penser qu'ils ont fait rien moins que leur devoir, qu'il n'y avait pas d'autre choix. Cependant tous, six mois après, sont bien contraints de reconnaître que si Le Pen ne dort pas (encore) à l'Élysée, le petit Nicolas s'emploie à mettre en œuvre son programme.

Mercredi, il a présenté son projet de loi au Conseil de ses potes les ministres. Il l'ont, bien entendu, et comme un seul homme, adopté. Le président est satisfait, Raffarin est content, Sarkozy est ravi. Non seulement les aboiements d'une opposition moribonde se sont d'emblée heurtés à l'indifférence organique des médias lèche-flash-ball (il est comique de voir ceux qui

misaient hier sur Jospin tenter de se racheter une virginité: ignorent-ils qu'ils l'ont perdue le jour où leur fut délivrée leur première carte de presse?), mais encore un récent sondage tendrait à montrer que plus de 70 % des habitants de ce beau pays approuvent les méthodes sarkoziennes. En langage clair, cela signifie que 70 % des Français(es) pensent n'être pas concernés par le projet de loi. En langage plus clair encore: sept Français(es) sur dix renoncent à occuper leur lieu de travail durant une grève, renoncent à s'attarder en bas de leur immeuble, renoncent à encourager la « mendicité agressive » du SDF coupable de « gêner la circulation des piétons », (le lecteur ou la lectrice capable de nous expliquer comment on fait la manche sans jamais tendre la main et donc la gêner, cette circulation, **Suite en page 3**

Tous contre le projet de loi Sarkozy

CINQ mille à dix mille personnes ont défilé samedi après-midi à Paris, de la place de la République au parc de La Villette. Le cortège était ouvert par le DAL, des collectifs de sans-papiers, Sud. Des militant(e)s d'Act-Up Paris annonçaient le cortège libertaire, rassemblés derrière une banderole rappelant: « Le Pen a gagné les élections » et suivis par des militants de la CNT, du Scalp-No Pasaran autour du slogan « Pas de justice, pas de paix ». Alternative libertaire suivie de la Fédération anarchiste dénonçaient les lois liberticides Sarkozy-Perben. La seconde partie du défilé réunissait d'autres collectifs de sans-papiers, des militants du Circ, disséminés autour de chars festifs animés par des associations de raveurs et teufeurs. La manifestation avait pour but de rejoindre le Zénith, où se déroulaient les journées contre la double peine.

Le projet propose cinquante-sept articles donnant les pleins pouvoirs à la police pour régler aussi bien problèmes posés par les vols de téléphones portables, la mendicité, les rassemblements de jeunes devant leurs halls d'immeuble, la prostitution, les gens du voyage ou les simples insultes à policiers. On assiste donc bien, malgré les dénégations du protagoniste, à un retour de l'ordre moral et de l'ordre policier, pour s'en rendre compte il suffit d'énumérer quelques-unes des mesures proposées, au hasard:

- six mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende, à l'encontre des prostitués pris pour fait de racolage. Cette mesure ne réglant en rien le problème de la reconversion, de la retraite et de la traite des femmes, des trans' et des hommes prostitués et les livrant ainsi, à la marginalisation et à la violence des clients ou des proxénètes, sans aucune protection;

- trois ans de prison et amende de 45000 euros, à l'encontre des mendiants qui ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie. Comme si un individu faisant la manche pouvait justifier de quoi que ce soit et payer une amende;

- six mois de prison et 3750 euros, à l'encontre des gens du voyage qui s'installent sur un terrain sans autorisation préalable. Comme si, dans ces choix de vie, on avait le temps de s'occuper des paperasseries;

- sanctions non encore précisées, à l'encontre des étrangers « en sursis », dont le comportement a constitué une menace pour l'ordre public. Cette mesure viserait-elle les sans-papiers qui manifestent leur juste lutte dans les rues, pour la reconnaissance de leurs droits?

- deux ans de prison et 30000 euros d'amende à l'encontre de tout individu proférant des propos vulgaires à l'encontre des forces de l'ordre. Comme si on avait plus le droit de dire: « Merde aux cons d'or »! Continuons à agir pour défendre et gagner nos libertés

Fédération anarchiste

« L'obéissance et la résignation relèvent de tous, l'indignation, le refus et l'insoumission dépendent de chacun. »

Serge Livrozet

Massu est mort. On a tous repris de la pizza.
La Rédaction



Samedi 2 novembre

Bordeaux

Le comité Chiapas et la Cantine Mac'No assureront la permanence de 15 à 18 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, à Bordeaux (Tél./Fax: 05 56 81 01 91). L'Athénée libertaire dispose d'une librairie, presse militante et « contre » (ML, PLPL, ...) fanzine, brochures, livres, et d'une bibliothèque plutôt anticléricale.

Samedi 9 novembre

Marseille 1^{er}

Claire Auzias présentera le livre collectif *Un Paris révolutionnaire* à 15 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11^e

À 16 h 30, Dominique Berthet présentera son livre *Proudhon et l'Art*, à Publico, 145, rue Amelot.

Lundi 11 novembre

Gentioux (23)

À l'initiative du groupe FA de la Creuse, rendez-vous à 11 heures devant le monument antimilitariste. À midi, partage des casse-croûtes, concerts et débats à la salle polyvalente.

Montreuil

À l'initiative du CSPCL, du CSIA, de Newen, de Tamazgha, de la SIL et de la CNT journée « *Tirra y libertad*: peuples amérindiens, peuples berbères, résistance et autonomie. » Projection de *La Kabylie au cœur des luttes*, débat sur la « résistance des cultures, cultures de la résistance... Solidarité ici et là-bas », exposition « Mexique rebelle » et musiques kabyle et mapuche. De 12 à 22 heures à la Parole errante, 9, rue François-Debergue.

Agenda



Mardi 12 novembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise un débat sur le thème « La normalisation du travail social » avec des travailleurs sociaux à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Du vendredi 15 au dimanche 17 novembre

Paris 20^e

Le Théâtre la Balancelle et Les rêveurs s'entêtent présentent *La Commune de Nouméah*, vaudeville en un acte de Cavalier dit « Pipe en bois » le vendredi et le samedi à 20 h 30, et le dimanche à 16 heures, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades. Réservation au: 01 45 26 50 89.

Samedi 16 novembre

Pantin (93)

L'association Mots et musiques invite Sabine Viret pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Paris 11^e

À 16 h 30, projection du film du collectif contre le publisexisme à Publico, 145, rue Amelot.

Samedi 23 novembre

Paris 11^e

À 16 h 30, forum « Autour de la commune de Nouméah » à Publico.

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Thierry Maricourt pour une conférence: « Être écrivain aujourd'hui, qu'est-ce que ça veut dire? L'écrivain doit-il être engagé? », à 15 heures au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 30 novembre

Paris 11^e

À 16 h 30, Cédric Dupont présentera son livre *Ils ont osé*, à Publico.

Vendredi 6 et samedi 7 décembre

Lyon

La Société P.J. Proudhon et l'Université solidaire organisent un colloque « Lyon et l'esprit proudhonien » avec la collaboration de l'Atelier de création libertaire. Ouverture le vendredi à 12 h 30, et le samedi à 9 h 30 à la Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe. Pour tout contact: Société P.J. Proudhon, c/o EHESS, 54, boulevard Raspail; Université solidaire, c/o Conditions des soies.

Mardi 10 décembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise un vidéo-débat sur Gènes à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Radio libertaire

89,4 MHz
Samedi 16 novembre

Mercredi 30 octobre

Femmes libres: à 18 h 30, Nicole Franchault-Collas présentera son mémoire de maîtrise *Être femme dirigeante de la CGT: un parcours d'excellence*.

Jeudi 31 octobre

Si vis pacem: à 18 heures, les jouets guerriers ou la pérennisation des comportements militaires.

Samedi 2 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, Mac Donald's en lutte?

Chroniques rebelles: à 13 h 30, *Dans les geôles de Nezzar* avec l'auteur, Lyes Laribi.

Samedi 9 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, syndicalisme et capitalisme.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, Ben Ali, et après? Débat.

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes côté conseillers, côté défenseurs et côté femmes.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, Festival du film méditerranéen de Montpellier. Un autre cinéma.

Samedi 23 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes avec Hughes Lenoir et Étienne Deschamps.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, retour de Palestine. Entretiens et témoignages.

Samedi 30 novembre

Chroniques syndicales et Chroniques rebelles: de 11 h 30 à 15 h 30, les réfugié(e)s politiques italien(ne)s. Histoire, témoignages et perspectives.



La guerre se prépare, la FA s'y prépare... Nouvelle affiche fédérale, disponible à Publico

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^{os}	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n ^{os}	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....
Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial



QUI a dit: « Pas de pitié pour les terroristes! »? Bush? Poutine? Sharon? Ces derniers temps, les médias font leurs choux gras de ces flambées de violence qui émaillent d'un zeste de fantaisie la vie fade et absurde de millions d'individus condamnés à survivre, sans autre perspective qu'une misérable existence de pauvreté et d'exploitation, au service d'une poignée de nouveaux seigneurs qui s'offrent des vacances à Bali ou des virées nocturnes dans les plus beaux théâtres de la ville.

Évidemment, agir de la sorte est inexcusable! La violence est une calamité qui mine l'humanité depuis des millénaires. À commencer, il ne faudrait pas l'oublier, celle des puissants, toujours prompts à en user contre les mécontents, les esclaves en révolte, les grévistes, les révolutionnaires. Que certains pensent retourner leurs armes contre ceux qui passent leur temps et le budget de leurs contribuables à en fabriquer n'a finalement rien d'étonnant. Qui est entré dans cet engrenage de la violence? Qui a bâti des empires sur des millions de cadavres?

Nous n'excuserons la violence ni des uns ni des autres. Nous ne prendrons parti ni pour le maintien d'une tyrannie - se paraît-elle des oripeaux outrageusement flam-

boyants d'une démocratie toute formelle - ni pour l'instauration d'une nouvelle - au nom d'une ethnie, d'une religion, ou d'une nation, tout opprimée fût-elle, réclamant à son tour son taux de cadavres, d'esclaves et de soumissions.

L'Europe s'est construite sur la domination. L'Amérique aussi. Nous en sommes les descendants. Nous avons l'éducation, la médecine, une vie dont on pourrait finalement se satisfaire. Et pourtant, nous ne nous résignons pas. Nous nous battons quotidiennement pour que les richesses de cette planète profitent à tous, pour abolir les esclavages de tous ordres, pour une humanité de partage, d'entraide et de solidarité.

Le terrorisme, c'est l'utilisation de la terreur. Les États en sont les experts; certains, petits joueurs, aimeraient pisser plus loin, et s'attaquent au Moloch frontalement, brutalement, désespérément. Les médias les stigmatisent, et oublient trop vite de condamner les maîtres.

Nous n'entrerons pas dans cette logique. Contre la violence d'État, une seule solution, l'abolition de tout État. Contre la violence de la misère, une seule solution, l'abolition de la misère et le partage des richesses. Nous y viendrons, si la folie des uns et des autres n'a pas tout anéanti avant.

suite de la une gagne un abonnement à vie au *Mensuel des assureurs*), renoncent à fréquenter d'éventuelles prostituées, acceptent en revanche d'être fouillés par un simple vigile, acceptent d'être nominativement fichés par la police, qu'ils soient suspects, témoins, victimes, acceptent, renoncent, acceptent... Il y aurait là comme un manque d'information qu'on n'en serait pas étonné. C'est un manque volontaire, délibéré, organisé. Organiser ce manque, en matière de libertés individuelles, revient à commettre un délit politique majeur.

Qu'importe, pour Sarko, l'essentiel est ailleurs: ex-balladurien, traître honni et bouffon haineux tenu quelques années en purgatoire par son bon Jacques, le voilà qui, fort d'une cote de popularité à faire pâlir d'envie la Bernadette, il s' imagine de taille à endosser le costard du futur présidentiable. Juppé n'apprécie pas, et donc? Ce n'est pas lui qui file à Strasbourg embrasser les vieilles dames quand quelques bagnoles ont cramé. Il sait, le fourbe, qu'il a quatre ans devant lui pour bichonner le peuple, le vrai, pas celui d'en bas, laissez-moi rire, mais celui qui, naguère égaré, allait voter Le Pen. Et qui est d'autant plus rassuré de voir le programme du FN appliqué par le maire de Neuilly.

Face à lui, qui? Quelques associations de notables, de type Ligue des droits de l'homme, qui, tout en condamnant de façon radicale les sarkozynneries (« projet de loi liberticide »), demandent solennellement aux citoyens de réagir, avant qu'il ne soit trop tard, en... interpellant de manière tout aussi solennelle le député de leur circonscription! Pas de doute, cette fois, la Révolution est en marche... Dans les notables récents on notera la présence, curieuse, de Droit au logement. Sarkozy les as reçus, alors ils sont contents. Certes, il les aura fait quelque peu poireauter: y'avait *Napoléon* à la télé ce soir-là, petit, teigneux, laid: son modèle. Mais enfin ils ont discuté avec l'hôtesse, à l'accueil, laquelle les a assurés que M. Nicolas, il avait rien contre les pauvres, la preuve, sa femme de ménage est malgache. Et les joyeux du DAL de ressortir de là avec la bonne nouvelle, non la loi sur les squats ne concernerait pas les familles en difficultés, donc joie, sortons les guitares? Non, pas joie. Pas guitare. Primo, le ministère de l'Intérieur s'est bien gardé de confirmer l'information colportée par les seuls délégués du DAL. Secundo, ce n'est jamais une bonne nouvelle de voir les porteurs de flambeaux d'un mouvement social se transformer en unique interlocuteur du pouvoir. Tertio, il n'y a pas dans les squats que des familles en difficultés. *Quid* des artistes? Des lieux alternatifs? Des expériences de vie? Quand chacun se met à prêcher pour sa chapelle exclusivement, le mouvement social en question s'effrite et se condamne.

Autres ravis: la LCR, les Verts, le PC, qui trouvent dans le projet LSI une occasion inespérée d'occuper le terrain politique en attendant que Bush veuille bien la déclencher, sa foutue guerre du golfe II. C'est bien beau d'inonder Paris d'affiches anti-busherie, mais si les ricains tardent, faut bien trouver un palliatif. Voilà, il est trouvé. Cependant on ne les a pas vus dans le cortège, samedi. Si le projet de Sarko mérite de s'agiter un peu sur les ondes, en revanche il ne justifie pas, du point de vue de la gauche radicale, de s'investir au-delà. Pour autant on ne peut qu'espérer que cette manifestation débouche sur d'autres mobilisations, plus massives. Il convient néanmoins de ne pas perdre de vue ce qui nous préoccupe, et nous différencie des moutons rouges ou verts. L'objectif des anarchistes n'est pas d'assurer, comme samedi, une façon de service militant minimum. On ne se contentera pas d'un défilé sage et gentil, nous visons rien de moins que l'abandon définitif du projet sarkozien, et, au-delà, l'abrogation des LSQ, et, au-delà... Une telle ambition exige de considérer la manifestation pour ce qu'elle est: un outil, dont on ne peut se passer, mais qui demeure insuffisant. Nos cortèges, même s'ils font masse, ne suffiront pas à faire reculer Sarkozy. Persuadé comme il l'est d'avoir de son côté la vraie France, le petit Nicolas s'entêtera. À nous de déplacer l'action sur le terrain du quotidien, de mettre en place de nouveaux outils, de nouveaux stratagèmes, surtout, d'envisager une lutte à long terme, sur plusieurs années certainement (une des leçons du 11 septembre étant que les libertaires ont tout à perdre à délaissier les luttes de fond au seul profit d'une actualité dite brûlante). Ces outils, pour une grande part, demeurent à inventer, à expérimenter, à soumettre au feu de l'expérience. L'espace laissé vacant en la matière laisse songeur, et fait regret-

ter de ne plus avoir dix-huit ans, tellement il y a à faire. Mais il existe aussi des manières d'agir qui n'ont plus à prouver leur efficacité. Au premier rang de celles-ci, se place la désobéissance civile.

Cogner un keuf, frauder dans le bus ou pisser sur la roue de la 4L des gendarmes, on comprend que ça puisse soulager. Cependant, cela ne saurait correspondre à ce que nous entendons par désobéissance civile. La désobéissance civile doit prendre la forme d'actions collectives et organisées. Pourquoi collectives? Parce que seul on ne pèse rien, que devant les flics et les juges on est assuré d'avoir tort, qu'au culte contemporain de l'individu répond, de manière paradoxale, le mépris souverain de l'isolé. Pourquoi organisées? Parce que le spontanéisme a montré ses limites, parce que confronté au dépeçage méthodique, planifié par l'État, des libertés individuelles, nous ne pouvons faire moins que d'organiser, et prévoir, les formes que prendra la riposte. Créons, dans les quartiers, des comités de vigilance. Que chaque flic, magistrat, élu, se sache placé sous surveillance. Défendons concrètement, c'est-à-dire physiquement, les squats menacés de fermeture. Initions des réseaux d'entraide, jusqu'à ce que le territoire de ce pays, et au-delà, ressemble à une pelote de laine, dont on ne peut tirer un bout sans, sur l'instant, tout emmêler. Descendons, à deux cents, dans une station de métro, sans titre de transport, et exigeons d'être embarqués. Dormons, à mille cinq cents, dans un camp de gens du voyage. Inventons, agissons, désobéissons... Le petit Nicolas, dont l'imagination est somme toute limitée, rendra son tablier le jour où nous l'aurons suffisamment harcelé. Agissons: désobéissons!

Fred

groupe Louise-Michel



Appel

Contre la construction du centre de rétention de Coquelles

Exprimez dès maintenant votre opposition auprès de la mairie!

PEU T-ÊTRE ignorez vous qu'à la demande du ministère de l'Intérieur, la mairie de Coquelles a modifié le plan d'occupation des sols de la commune afin d'y permettre la construction d'une prison pour étrangers.

Peut-être ignorez vous également qu'il existe déjà une telle prison sur le sol de cette commune et qu'elle porte le nom de « centre de rétention ».

Mais peut-être vous demandez-vous simplement ce qu'est « un centre de rétention » et en quoi cela vous concerne? Un centre de rétention: c'est un lieu de détention qui permet de retenir les personnes étrangères, pour une durée assez variable sur simple décision administrative. C'est à Marseille que, dans les années soixante-dix, on découvre une prison clandestine entièrement contrôlée par la police. Depuis, il existe officiellement une trentaine de centres sur l'Hexagone pouvant retenir un millier de personnes. On y retrouve aussi bien les demandeurs d'asile, les étrangers interpellés dans une rafle ou convoqués pour un examen de leur situation. On y est enfermé sans jugement, sur simple décision du préfet.

Que se passe-t-il dans ces lieux? Peu d'informations filtrent, ces lieux sont tenus au secret. Dès les années quatre-vingt-dix, le Comité européen pour la prévention de la torture a accusé la police française de mauvais traitements aux personnes détenues notamment d'origine africaine ou maghrébine. Et lorsqu'au delà des murs, quelques voix apportent leurs témoignages, c'est pour dénoncer les conditions sanitaires désastreuses, le tabassage des récalcitrants...

En quoi cela vous concerne-t-il? Sur le littoral, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour exiger une solution au « problème de Sangatte ». Pour les uns par refus des étrangers, pour les autres par souci humanitaire, mais dans tous les cas, on entend mettre fin à ce que l'on considère comme une anomalie. C'est vite oublier que ces hommes et ces femmes sont comme les « LU » de Calais ou les « Levi's » de La Bassée des victimes des délocalisations. Que ce soit au Sud par la guerre, la faim, les persécutions ou au Nord par les licenciements ou la flexibilité, le capitalisme globalisé se joue de nos existences. Il entend nous soumettre à la logique de la circulation permanente, nous installer dans l'idée de départ et la précarité. Et gare à ceux qui feraient de la résistance et refuseraient la « logique du progrès ». Les sans papiers de Sangatte sont des illégaux aux yeux des États européens, tout comme le sont ici les travailleurs, les chômeurs, les précaires qui osent répliquer et rendre les coups quand on les jette après les avoir pressés comme des citrons. Dans ces conditions, refuser la construction du centre de rétention de Coquelles, c'est refuser toute logique de criminalisation des salariés, des chômeurs, des pauvres et des immigrés. Avec ou sans papier, ne nous laissons ni réprimer ni diviser! La dangereuse offensive menée par l'État au nom de la lutte contre « l'insécurité », ne vise qu'à étouffer toute opposition aux mesures anti-sociales que nous essayons depuis des années. Les faits parlent d'eux mêmes: emprisonnement de syndicalistes, répression des associations dans les banlieues, chasse aux militants anti-globalisation... Pour autant nous ne devons céder à la fatalité. C'est par la convergence de nos revendications et l'expression concrète de notre solidarité que nous réussirons à peser dans le rapport de force. C'est pourquoi nous vous proposons de manifester votre opposition à la construction du nouveau centre de rétention auprès de la Mairie de Coquelles, 980, avenue Charles de Gaulle (Tel: 03 21 82 07 43; télécopie: 03 21 85 50 65) et auprès des constructeurs.

Signataires: Syndicat services et industrie de la Confédération nationale du travail: BP 321, 62205 Boulogne sur Mer cedex. CNT Calais. *La Mouette enragée*: journal anticapitaliste et libertaire, BP 403, 62206 Boulogne sur Mer cedex.

Le développement durable: mystification

ENCADRÉ par huit mille policiers dans un décor où la misère avait été soigneusement dissimulée, le Sommet de la Terre, ou Conférence mondiale des Nations unies sur le développement durable, s'est achevé à Johannesburg. Mensonge, hypocrisie, paranoïa, lâcheté. Une fois de plus, les dirigeants de la planète se sont autorisés, dans d'obscurs marchandages, à jouer avec la dignité des pauvres et la vie de nos descendants. Ni calendrier ni objectifs chiffrés, que de pieuses intentions: ce « sommet », bloqué par le plus grand émetteur de gaz carbonique dans le monde, les États-Unis, est une régression par rapport à celui de Rio, notamment dans les domaines de l'énergie et de la biodiversité. Faut-il s'en étonner? Un militant de Greenpeace en dresse brièvement le bilan: « C'est pire que tout ce qu'on pouvait imaginer. »

Certains osent considérer les initiatives de type 2, c'est-à-dire les partenariats entre les institutions, les ONG et le secteur privé, comme un point positif. Comme si le seul objectif des grands groupes, en dehors du profit, n'était pas de soigner leur image de défenseur de l'écologie et de promoteur du développement durable. Comme si la perspective de réduire de moitié le nombre de ceux qui n'ont pas accès à l'assainissement pouvait ne pas faire saliver Suez ou Vivendi.

Le mythe de l'abondance

Dans les années soixante, des visionnaires euphoriques nous promettaient, à grand renfort de données statistiques et de modèles mathématiques, des progrès technologiques illimités, une expansion économique continue. La société d'abondance devenait une condition primordiale de l'émancipation de l'homme. Une nouvelle religion apparaissait, celle de la croissance. Refus des contraintes naturelles, perspective exaltante de transformation du milieu, principe d'efficacité, volonté de puissance, fascination de l'innovation technique: tout se conjugait pour centrer la civilisation sur la production de biens matériels. La machine devait tourner à pleine capacité. Le seul indicateur du bien-être retenu par les décideurs était le Produit intérieur brut (le fameux PIB).

Pourtant, dès les années soixante dix, cette sacro-sainte croissance éveille des soupçons; l'optimisme béat se trouve fortement ébranlé. Des voix s'élèvent contre les mirages du progrès, la fuite en avant, le caractère illusoire et absurde de l'acte consommatoire, le risque de sacrifier l'avenir au présent. Les avertissements fusent. On parle de « changement de cap », de « croissance zéro ». Les « trente glorieuses » virent au cauchemar.

Plus ou moins confusément, une angoisse naît devant les méfaits du progrès, perçu comme un piège qui se referme sur lui-même. Le « mal-développement » conduit à des impasses. Au-delà de certains seuils critiques, des contre-productivités se manifestent; l'opulence finit par trahir. Le premier « sommet » (la Conférence mondiale de Stockholm sur l'environnement en 1972) est créé pour répondre aux inquiétudes de l'époque. Depuis trente ans, les sommets se succèdent... et la situation se dégrade.

Un concept va émerger à cette occasion, celui de « développement durable ». Il se définit comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Plus précisément, comme un processus par lequel un pays devient capable d'accroître sa richesse de façon durable et autonome, et de la répartir « équitablement » entre les individus. Cette notion de développement se distingue donc de celle de croissance économique, en ce que le développement s'accompagne nécessairement d'une transformation des structures politiques, sociales, institutionnelles. Or précisément, sur les deux plans, social et environnemental, l'échec est total.

Un rapport préparé par onze cents scientifiques (« L'avenir de l'environnement mondial ») a été publié le 22 mai dernier. Ses conclusions: dans trente ans, 70 % de la nature aura été détruite, un grand nombre d'espèces auront disparu et l'organisation sociale se sera effondrée dans de nombreux pays du monde.

Beaucoup de risques environnementaux sont de dimensions mondiales: épuisement ou raréfaction des énergies fossiles, modifications climatiques dues à l'effet de serre, grave pénurie d'eau d'ici vingt ans dans plusieurs régions du globe, réduction de la biodiversité, dégradation des sols, pollution des différents milieux.

Sur le plan socio-économique, le bilan est aussi désastreux: persistance de la sous-alimentation et de la malnutrition (800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim), aggravation des inégalités sociales (les 20 % les plus riches se partagent 82 % du revenu mondial), démantèlement des services publics (logement, santé, eau, éducation, transport), précarité, flexibilité, exclusion (deux milliards d'habitants de la planète « vivent » avec moins d'un dollar par jour).

Les marécages du réformisme

Malgré un cynisme à toute épreuve, les apôtres de la croissance ne peuvent plus nier totalement une réalité aussi sinistre. Prenant conscience de l'extrême gravité des problèmes, ils reconnaissent sans hésiter que l'idée d'un flot de richesses dans une mer de pauvreté est intolérable (ne riez pas!), affirment hardiment que les pouvoirs de la science, de la technique, de l'industrie doivent être contrôlés par l'éthique, se méfient à la fois du catastrophisme qui désespère et de l'optimisme qui endort, en appellent avec émotion à un « civisme planétaire » et concluent tout naturellement à la croissance comme remède à tous les maux... et en particulier à ceux de la croissance!

Certains voient dans la « simplicité volontaire », c'est-à-dire le refus d'une consommation aveugle, l'adoption d'un style de vie plus sobre, la solution à tous les problèmes. Mais il ne s'agit pas d'une démarche collective: la référence n'est pas l'ensemble de la société, mais le plan local. En somme, pendant que de braves gens acceptent, pour sauver la planète, de jouer les Diogène, de réduire volontairement leur niveau de vie, d'autres peuvent continuer à manger du caviar, à rouler en grosse cylindrée et, éventuellement, à s'offrir de temps en temps une excursion spatiale.



Pourtant, d'autres ne passent pas très loin de la lucidité. « Tout ce sommet (de Johannesburg) ne fait que légitimer l'agenda du libre-échange, c'est un échec total », entend-on. Les entreprises et l'OMC (Organisation mondiale du commerce) piratent ce sommet, s'insurgent certains écolos. « Les entreprises sont essentiellement animées par la volonté de profit. [Les conditions environnementales et sociales sont assujetties aux contraintes du commerce], soupire Ricardo Navarro, président des Amis de la terre international (quelle perspicacité, quelle finesse d'analyse! Dommage que ce soit pour n'en rien conclure).

Le capitalisme en cause

Peut-être faudrait-il précisément se résoudre à poser les bonnes questions et s'appliquer à approfondir la réflexion. On sait depuis longtemps que les grandes compagnies deviennent beaucoup plus puissantes que les petits et moyens États, et qu'elles peuvent leur imposer leurs choix sous la pression constante des lobbies industriels. On sait qu'aux États-Unis, les politiques environnementale et énergétique sont sous la coupe d'un groupe de dirigeants ou d'anciens dirigeants de compagnies pétrolières et chimiques dont l'objectif est de désinformer, de semer le doute et la confusion.

On sait que les criminels qui, par les décisions qu'ils prennent ou induisent, jouent avec la vie des générations futures et bradent le patrimoine naturel, ne reculeront devant rien et s'acharneront à saboter systématiquement tout projet qui limiterait la croissance, et donc leurs profits. Il suffit d'entendre le porte-parole de la Maison Blanche: « Une forte consommation d'énergie fait partie de notre mode de vie, et le mode de vie américain est sacré. »

Mais ce qu'il faut impérativement comprendre, c'est que la notion de développement durable est rigoureusement incompatible avec la nature même du système capitaliste. C'est délibérément que le capitalisme entretient un gaspillage qui lui est d'ailleurs inhérent: diminution de la durabilité des biens de consommation et de leur réparabilité, multiplication des objets jetables, publicité favorisant le renouvellement incessant des articles, des modèles, suremballage des produits, gadgétisation. Pour

satisfaire l'ivresse du profit, il fallait stimuler artificiellement la demande. Car dans une compétition qui allait devenir de plus en plus féroce, l'enjeu n'a jamais été la satisfaction des besoins fondamentaux, l'amélioration du niveau de vie, l'utilité sociale, mais bien l'augmentation du chiffre d'affaires: on ne soulignera jamais assez la responsabilité gigantesque de ceux qui ont déclenché sciemment cette course folle.

Le capitalisme ne peut qu'engendrer le gaspillage des ressources naturelles. Parce qu'il n'y a aucune commune mesure entre le temps des grands cycles physico-chimiques, des mécanismes qui assurent la stabilité des écosystèmes sur des millénaires et la recherche immédiate du profit. Parce que la science économique, celle qui justifie le capitalisme, ne se préoccupe ni de ce qui précède ni de ce qui suit le cycle production-consommation. Parce que le bas prix des matières premières recherché par les firmes transnationales incite à une consommation accrue, à une dilapidation des ressources. Parce que si les marchés peuvent produire de la richesse, ils ne sauraient la répartir. Parce que la recherche du profit engendre et nécessite une accumulation de capital toujours plus grande. Le capitalisme ne peut pas rester stationnaire: il doit croître ou dépérir. Or la logique de croissance infinie qui lui est propre, et qui permet un mode de vie fondé sur la consommation d'un capital non reproductible, est physiquement insoutenable.

Le scénario le plus dramatique serait la passivité, ou du moins l'absence de réaction significative. La résignation est un suicide quotidien! La faculté d'adaptation et d'absorption du système capitaliste est considérable (la dépollution est devenue un marché juteux); le cynisme de ses défenseurs est sans limites. Inégalités, misère, destruction du milieu naturel, ces échecs sont inscrits dans le mode de production capitaliste. Parce que le gaspillage des ressources naturelles comme l'accroissement des inégalités sont les moteurs du capitalisme, tout combat pour un développement durable est nécessairement anti-capitaliste. Quand, par la tentative de privatisation des ressources naturelles, la survie de l'espèce humaine est en jeu, la révolte n'est pas seulement un droit, mais un devoir. Si la jeunesse actuelle ne le comprend pas, elle le regrettera amèrement. Et ceux qui ne contribuent pas activement à la prise de conscience de cette jeunesse à qui nous léguons un héritage scandaleux, portent une part de responsabilité.

Jean-Pierre Tertrais
groupe la Commune, Rennes



La répression et la précarité tuent

*Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale
et au Recteur de l'académie de Clermont*

GEORGES MUCHA, maître auxiliaire, s'est donné la mort le 4 octobre 2002, un mois après que la mesure de licenciement de l'Éducation nationale prise à son encontre fut devenue effective.

Certes, Monsieur le Ministre, puisque vous ne savez pas à mille ou deux milles près – c'est votre ministre délégué qui l'a affirmé –, combien vous employez de personnels, nous imaginons bien que l'obscur maître auxiliaire qui disparaît ne bouleversera pas vos statistiques. Mais pour nous, Georges demeurera le symbole de tous ceux et celles qui sont broyés par la société libérale que vous représentez au plus haut niveau.

Georges avait eu une vie souvent difficile, et il avait réussi à surmonter tous les drames personnels et affectifs qui ont émaillé son existence. Depuis deux ans, date de la première demande de licenciement, il avait voulu garder l'espoir. Celui-ci s'est amenuisé avec chaque aide que Georges n'a pas reçue, avec chaque rapport ignorant ses efforts et niant son goût de l'enseignement.

Depuis son licenciement, Georges n'avait plus aucun revenu: les allocations de perte d'emploi n'arrivent que plusieurs mois plus tard. Comme il est bien difficile, avec un salaire de maître auxiliaire, d'avoir des économies, Georges connaissait l'humiliation quotidienne de survivre avec l'argent de ses amis. Sans doute ne le saviez-vous pas: cela n'entre pas dans vos hautes attributions.

Georges était fragile. Sans doute allez-vous tirer argument de cette fragilité même pour justifier a posteriori son licenciement, puisque dans la société que vous représentez, il n'y a pas de place pour les hommes fragiles.

Le monde que nous défendons est un monde où on est solidaire des hommes fragiles. Le vôtre est un monde où on les licencie. Mais venons-en à ce licenciement, précisément.

Georges avait des « lacunes pédagogiques », dites-vous. C'est du moins ce qu'affirme un de vos inspecteurs, qui l'a visité deux fois une heure, dans le même mois, en mai 2000. Souffrez que nous doutions de la gravité de ces lacunes, quand nous voyons que les services rectoraux lui proposent en septembre 2001 d'effectuer un remplacement dans des classes post-bac.

Admettons même que Georges ait eu des lacunes. Vous avez la responsabilité, dites-vous, du bon fonctionnement du service public. Pourquoi lui avoir refusé au cours de l'année 2000-2001 l'aide pédagogique qu'il a réclamée avec insistance? Aucun tuteur n'a été désigné, aucun inspecteur n'est venu lui prodiguer ses conseils.

Vous avez la responsabilité, dites-vous encore, de la qualité des enseignements qui sont dispensés. Est-ce la même responsabilité que vous exercez quand vous recrutez par petites annonces ces centaines de contractuels et de vacataires qui se retrouvent du jour au lendemain devant une classe sans aucune formation, sans parfois avoir la moindre idée du programme qu'ils vont devoir enseigner?

Vous n'êtes pas comptable, dites-vous, de la politique de la nation. Vous n'êtes que ministre, et vous Monsieur le Recteur vous n'êtes que fonctionnaire d'exécution. Certes, le bourreau n'est pas comptable de la mort de celui qu'il exécute.

M. Mucha n'était pas fait pour l'enseignement, affirmez-vous doctement. Si c'était

exact, outre qu'on comprendrait mal que vous l'avez réemployé depuis onze ans, on comprendrait mal ces rapports qui écrivent qu'il « a encadré les classes technologiques avec efficacité » (rapport de 1995), « Il est très soucieux de faire réussir ses élèves » (rapport de 1995), il « s'implique beaucoup dans la vie du lycée et est très proche de ses élèves » (1994), « Enseignant investi. C'est très bien. » (février 2000).

Vous avez employé Georges pendant onze ans. Les « classes difficiles », que mentionne le rapport de 1994, il les a eues. Les changements d'établissement, l'attente du lendemain incertain, les salaires suffisant à peine à vivre, il a connu tout cela. Et vous estimiez alors ses compétences suffisantes pour enseigner.

Pourquoi est-il devenu soudain inapte au point d'être radié définitivement de l'Éducation nationale?

Il est arrivé dans l'académie de Clermont. En février de cette année-là, il était encore gratifié d'un « enseignant investi. C'est très bien » par son chef d'établissement. Il a pris part à des grèves. Il a déplu à son chef d'établissement. En mai, celui-ci a écrit que Georges « ne semble pas en accord avec la politique générale de l'établissement ». Qu'en termes délicats ces choses-là sont dites. Georges était devenu gênant. Deux inspections ce même mois de mai, deux rapports défavorables ont scellé son sort. Définitivement.

Il lui a fallu affronter, outre des problèmes personnels, la menace permanente de voir mettre fin à ses fonctions, la pression exercée par les inspections répétées, le changement d'établissement imposé chaque année, la surveillance dont il faisait l'objet de la part de sa hiérarchie, la rumeur qui le précédait désormais dans chaque lycée où il arrivait. Au lieu de céder à la dépression, Georges a choisi là aussi de faire face, et a été hospitalisé à sa demande au printemps 2002. À sa sortie, en bonne voie de guérison, il a souhaité retrouver ses élèves, reprendre ses fonctions. Il a alors appris qu'il allait être licencié.

Si Georges avait été titulaire, il n'aurait pas été licencié. Mais Georges était un auxiliaire, il représentait ce dont le pouvoir libéral a précisément besoin, et qu'il développe sans cesse et délibérément: des individus qu'on prend, qu'on utilise quand on en a besoin, et qu'un rapport suffit à jeter ensuite. C'est cela la politique libérale. C'est pour cela qu'à travers Georges, c'est tous les précaires que nous défendons, et que nous continuerons à défendre.

Oh, bien sûr vous n'avez jamais voulu la mort de Georges! Vous ne le connaissiez même pas. Vous avez simplement « pris vos responsabilités ». Soyez assurés que nous continuerons à prendre les nôtres en défendant tous ceux qui sont victimes de la précarité, de la répression, des licenciements, en luttant avec eux.

Pour nous, Georges sera le visage que nous porterons lorsque nous continuerons à nous battre aux côtés de tous ceux que chefs d'établissements et inspecteurs jugent, que le système trie, que le libéralisme broie.

*Cette lettre ouverte a été signée par des personnalités du monde associatif et syndical.
Source: Droits devant!*

Lutte des sans-abris

DEPUIS début octobre à Drancy, une lutte pour le droit au logement s'est engagée contre les représentants de l'État, préfet, municipalité et Pact Arim (association qui œuvre pour le logement des personnes en difficulté en partenariat avec les municipalités). En effet cinq familles africaines, dont une femme enceinte et une petite fille de sept ans, ont été expulsées sans avertissement d'un immeuble insalubre devant être détruit prochainement. Cet immeuble racheté par la ville en 1995 et géré par l'association Pact Arim hébergeait plusieurs familles en toute légalité (paiement des loyers et des taxes d'habitation), neuf familles ont été relogées par l'ancienne municipalité.

Cette expulsion, déjà illégale dans sa nature, l'a été également dans sa pratique. Profitant de l'absence des locataires, ceux-ci étant au travail, sauf un qui s'est retrouvé au poste de police menotté, et après avoir tout cassé à l'intérieur, l'immeuble a été muré avec leurs affaires personnelles (vêtements, papiers, argents, cartes de séjour...). Suite à cette agression, autour de ces cinq familles devenues sans abris, un comité de soutien au service de ceux-ci s'est organisé comprenant des habitants de Drancy, le DAL, des militants associatifs, syndicaux et politiques (sans mettre en avant leur étiquette politique). Sous la pression quotidienne, manifestation devant l'hôtel de ville tous les soirs à 18 heures, tracts..., auprès de la mairie, préfecture et Pact Arim, une solution d'hé-

bergement provisoire avec garantie écrite de relogement définitif a été trouvée pour trois de ces ménages. Reste le cas d'une famille toujours dans une situation critique, la cinquième ayant démissionné et quitté la ville.

Dans une ville où les familles précaires, les mal-logé(e)s et les expulsé(e)s sont nombreux, où sous sa gestion la gôche plurielle pensait résoudre les inégalités d'une société capitaliste par une démocratie participative avec ses conseils de quartier, où aujourd'hui un maire de droite-extrême, narcissique, imbu de son petit pouvoir local, pratiquant la politique de la tolérance zéro et la criminalisation de la pauvreté, ce comité démontre une volonté des habitants de lutter et de reconquérir un espace de lutte sociale mis à mal par la politique de la majorité précédente. Déjà des mal-logé(e)s se sont rallié(e)s à cette lutte, et à l'unanimité, il a été décidé d'appeler l'ensemble des concerné(e)s, la population, à nous rejoindre et de transformer ce comité de soutien en comité des mal-logé(e)s.

Le groupe de Drancy, investi dans ce mouvement, veillera à ce que les décisions et les formes de luttes soient prises en accord avec les mal-logé(e)s, sans récupérations politiciennes, seules garantes d'une mobilisation des habitants pour amplifier ce mouvement.

Jean-Louis

Groupe Commune libre de Drancy, FA

Petite chronique... toujours le F. Haine!

Tandis que nous essayons de nous mobiliser contre la politique du gouvernement en place qui essaye de faire passer, tant bien que mal, ses concepts liberticides, l'original, le FN, continue à insuffler à ses nouvelles recrues ses vieilles recettes de haine fondamentale!

LORS de la réunion des leaders du FNJ à Saint-Cloud le 19 octobre 2002, Arnaud Fréry, délégué national à « l'animation et la propagande du Front national de la jeunesse » a tenté, devant un auditoire essentiellement masculin, de mobiliser de nouveaux adeptes pour les convaincre de la dure réalité de leurs responsabilités de militants. En substance, afin de « rejoindre l'élite, de ne pas se limiter à en faire partie, mais de le mériter » il leur a conseillé trois méthodes radicales, c'est-à-dire:

– Respecter les codes fondamentaux de l'idéologie: « Combien d'entre vous ont lu le programme du Front national? Une dizaine peut-être... Alors, comment pouvez-vous défendre les propositions de notre mouvement, si vous ne les connaissez même pas? » Inutile de dire que cette accusation fit naître un silence gêné dans la salle¹. Et le délégué FNJ de poursuivre: « Se former idéologiquement, ne veut pas dire forcément, lire la presse nationaliste ou les livres de Jean-Marie Le Pen [...] Il faut également lire les ouvrages de gauche qui sont beaucoup plus instructifs car, afin de combattre les idées de nos adversaires, il faut les connaître... »

– Suivre une formation physique: « Il faut s'entretenir, c'est un minimum. C'est-à-dire, entretenir un esprit sain dans un corps sain: sinon, on ne peut lutter contre la racaille. Car beaucoup d'entre nous en parlent, mais dès qu'ils en croisent une, ils baissent le regard. Moi, quand je rencontre une racaille, je la regarde en face et je lui dis: "Je suis fier d'être français, et ça te gêne?" »

– Ne pas s'habiller n'importe comment: « La tenue vestimentaire n'est pas à négliger: par exemple, lors du défilé du FN, le 1^{er} mai, nous étions des dizaines de milliers². Or, les médias n'ont montré de nous que quatre jeunes qui étaient habillés comme des mongoliens, avec des boucles d'oreilles partout... des ramassis de gens qui ne ressemblaient à rien et qui faisaient peur. Or, la droiture s'exprime également, par l'aspect: on ne fait pas envie lorsqu'on fait peur. »

Un peu plus tard, Louis-Armand de Béjarry intervient, avant la clôture de la rencontre par Jean-Marie Le Pen pour préciser: « Les mythomanes, les mondains, les tièdes et les écervelés n'ont pas de place chez nous. Notre principal adversaire c'est nous-mêmes et pas les gauchistes ou les journalistes. Si nous voulons changer les autres, changeons nous nous-mêmes. » Or, le FNJ ne dispose plus que d'un permanent, à la différence du temps où Samuel Maréchal (nous voilà...) dirigeait encore le mouvement des jeunes fascistes et en disposait de sept...³. En substance, demeurons donc, toujours vigilants et... sales sur nous!

Patrick Schindler
groupe Claaaash

1. Sources, presse brune et nationaliste: *National Hebdo, Présent, Minute, Identité*, sites Internet FN.

2. Propos rapportés par un(e) militant(e) libertaire anonyme présent(e) dans la salle.

3. Chiffres non confirmés, même pas par la préfecture!

4. Autres sources: sites Internet AFP, Reuters, *Le Monde, Libération*.

Deux ou trois choses que je sais d'elle Aujourd'hui: les transports

POUR ARRIVER dans ce faux paradis, il nous faut emprunter soit le bateau soit l'avion.

Dans le premier cas, la traversée est longue d'une dizaine de jours et chère. Dans le second cas nous sommes pris en otage par une compagnie nationale qui n'a que faire de ses passagers: service plus que médiocre, conditions à bord du genre « bétaillère » pour un prix là encore très élevé. Passés ces premiers désagréments nous voici sous les tropiques français. En sortant de l'aéroport, des taxis vous attendent. Pile, nous tombons sur un chauffeur courtois à la course rapide mais encore une fois loin d'être bon marché; face, nous restons à quai car un mouvement « social » entrave notre arrivée. Pourquoi ces guillemets? Cette agitation n'a absolument rien de social. Ce n'est qu'un avatar, presque une coutume locale. La mainmise sur une partie de ce type de transports d'un groupe soudé, à la moindre occasion vraie ou fallacieuse, paralyse un pan des transports en commun. Armés de patience, nous attendons le bon vouloir d'un automobiliste courtois qui acceptera de nous mener chez nous. L'attente sera longue, longue.

Quelques jours plus tard nous décidons de nous rendre en ville. Nous avons une voiture et la distance à parcourir est de huit petits kilomètres sous un ardent soleil. Il nous faudra cuire dans notre voiture car tous les jours de la semaine un immonde et immense bouchon se forme sur l'unique voie d'accès à la ville. Deux voies rapides, modernes devraient nous acheminer en huit petites minutes en plein centre. Mais le développement du parc automobile est d'une telle importance! Chaque habitant a son propre véhicule, neuf, énorme, polluant. Une véritable épidémie.

Partir plus tôt aux aurores est l'une des parades à ces embouteillages quotidiens. Notons que sur la route des plages nous subissons le même traitement, un peu comme au mois d'août dans le sud de l'Hexagone.

Et les transports en commun, nous direz vous? Avec un embryon de navettes maritimes (peu ou pas pratiques si vous n'avez pas de voiture), il existe les « Taxicos », minibus de toutes marques, relativement confortables, très bon marché, ils subissent aussi les tracas routiers. L'ennui majeur réside dans leur fonctionnement. Aux mains d'une caste de véritables intouchables, ils peuvent à la moindre occasion bloquer toute la vie sur ce faux paradis (pas même d'artifice) Parfois leurs revendications semblent justes: hausse du carburant en particulier. Mais souvent c'est du bidonnage com-

plet. L'exemple type a eu lieu dans ma commune où ils refusaient pour d'absurdes prétextes un nouvel emplacement de gare routière, plus accessible, plus grand, mieux aménagé mais aujourd'hui vide. À la moindre tentative d'organiser plus efficacement ce cirque infernal, ils bloquent l'ensemble des moyens de circulation de ce beau département. Leur conduite est à l'image de la conduite générale: bandes d'arrêt d'urgence, stationnement imbécile, vitesse excessive. Quant au droit d'exercer ce beau métier, le mystère semble total.

Résumons-nous: ils sont bon marché, rapides, parfois confortables, sillonnent l'île de long en large mais ne fonctionnent point à partir de 18 heures et les dimanches et jours fériés. Imaginez Paris sans le dernier métro, avec ou sans Deneuve et Truffaut.

Au bilan tout le monde possède au minimum une voiture, voire deux ou trois, les routes sont vite saturées, les pistes cyclables à inventer bien que la pratique du vélo soit très prisée le week-end, les trottoirs inexistant. Il y a aussi les motos, de puissants engins conduits sans casques ni lunettes, en short et souvent sans immatriculation. Leurs inconscients et inconséquents pilotes, en fait, existent-ils? Passé le pont, des fantômes vinrent à notre rencontre.

C'est le règne de la voiture avec tous les comportements absurdes qui en découlent: habillage en voiture de courses et « tirages¹ » en fin de semaine, vitesse outrancière, conduite sous influences. Comme partout sous l'impérialisme consumériste, plus on se sent appartenir à une classe dite privilégiée (riche ou moyenne, métropolitains compris) plus le quatre-quatre est énorme.

Les accidents graves, auto, motos et piétons, sont banalement quotidiens.

Nous sommes donc loin des revendications justes de l'Hexagone en ce qui concerne la gratuité des transports en commun. Le premier souhait serait un service de transports digne de ce nom.

Rêve pieu car l'État français est prêt à tout, surtout à rien, pour garder la paix sociale. Jusqu'à quand?

À suivre, votre dévoué,

Frantz Elysard

¹ Tirage: pratique autoroutière, interdite qui consiste en des courses en ligne sur des portions droites ou non de voie dite rapide. La casse y est plus que fréquente.

NAGUIB SURUR fut sans doute un personnage hors du commun. Auteur dramatique, poète, acteur, ses pièces sont montées à l'heure actuelle dans les théâtres cairotés. Pourtant, il est souvent apparu comme un personnage marginal aux yeux de l'establishment culturel et du gouvernement égyptiens. Et pour cause, l'écrivain les a critiqués dans un long poème rédigé après la défaite de 1967. Trente sept pages de vers au cours desquelles la langue classique se mêle dangereusement à l'argot et au vocabulaire érotique.

Kuss ummiyyat (« j'encule la nation », notion intraduisible, « ummiyyat », mot forgé à partir

Kuss ummiyyat

de « mère » et de « nation »), tel est le titre provocateur de ce poème, pour la publication Internet duquel, trente ans après sa rédaction, Shohdy Naguib, fils de l'auteur et webmaster à *el abram weekly*, se voit condamné à un an d'emprisonnement (arrestation en novembre 2001, verdict le 30 juin 2002, procès en appel prévu 26 août 2002, reporté au 14 octobre, en raison de l'absence de l'accusé, exilé en Russie,

son pays natal, celui de sa mère, après le procès).

Motif de l'accusation: publication d'informations immorales et nuisibles à la réputation du pays. Aucune preuve qu'il est l'auteur d'un acte, qui n'est par ailleurs pas interdit, évidemment. Cette condamnation confirme l'intensification des mesures répressives en Égypte. Nul encore n'y avait été poursuivi pour publication sur Internet. Un précédent en ce domaine ne peut donc qu'inquiéter. Une pétition a été signée à Moscou et remise à l'ambassade d'Égypte en août.

Transmis par les Relations internationales de la FA

Florence La FA italienne contre la guerre

NOUS AVONS décidé de participer avec nos pancartes, nos drapeaux, nos journaux et feuilles à la manifestation contre toutes les guerres qui se tiendra à Florence (Italie) le 9 novembre prochain. Nous avons fait ce choix pour la simple raison que nous sommes, depuis toujours, contre toutes les guerres. Nous avons fait ce choix pour la simple raison qu'il est nécessaire d'être nombreux à le crier. Mais nous avons fait ce choix aussi pour dire tout cela avec les messages qui sont dans notre histoire d'anarchistes:

– Il faut être antimilitariste. Il est insuffisant de dire « non aux guerres » si on n'affirme pas, avec la même force, « non aux instruments de guerres »: production et vente d'armes, prisons, tribunaux, police, armées, sexisme, racisme, et militarisation de nos consciences.

– Il faut être contre l'État: l'existence même de frontières attribuées à un territoire, frontières à défendre de supposés ennemis, est causes de guerres. Jamais personne ne sera

notre ennemi seulement parce qu'il vit en un lieu éloigné.

– Il faut être anticapitalistes: l'exploitation du système capitaliste est là. Que ce soit en Occident riche et opulent, que ce soit en d'autres territoires, le capitalisme exploite, tue par la faim, assassine. La guerre est la norme de domination complémentaire de ce système. Penser être contre la guerre sans être contre le système qui la produit c'est comme être boiteux.

– Il faut être anticléricaux: l'Église, le clergé, les hiérarchies ecclésiastiques sont, depuis toujours, relais de luttes entre les peuples pour affirmer la suprématie de leur propre dieu. Ils parlent de paix pendant qu'ils fomentent la haine contre ceux qui n'obéissent pas à leurs principes moraux et moralistes.

La guerre a besoin de toi, mais tu n'as pas besoin de la guerre! Contre tout militarisme, objecte et déserte! Pour la grève générale immédiate en cas de déclaration de guerre!

Commission antimilitariste
de la FA italienne
section de l'Internationale
des fédérations anarchistes (IFA)



États-Unis Offensive antimilitariste

CA NE S'ÉTAIT PAS VU depuis la guerre du Vietnam. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, un centre de recrutement de l'armée américaine a été attaqué à San-Jose, sur la côte ouest. Deux véhicules militaires ont été incendiés vers 4 heures du matin. De plus les vitres des bureaux de recrutement de la marine et de l'armée de l'air ont été fracassées. Un graffiti a été laissé en guise de signature. On ne peut plus explicite, il disait simplement « attaque préventive ». La réaction des officiels du bureau de recrutement laisse songeur: « Ils s'attaquent aux mauvaises personnes, ce n'est pas nous qui prenons les décisions, nous ne faisons qu'obéir aux ordres » (on a pas déjà entendu ça quelque part). Perspicace, le FBI dit qu'il s'agit d'une attaque « anti-gouvernementale ».

Depuis les manifestations monstres du « Not in our name project » (<http://www.notinourname.org>), qui ont regroupés des dizaines de milliers de personnes il y a deux semaines, les actions directes « violentes » ou « non-violentes » contre la guerre se multiplient aux États-Unis. Mauvaise nouvelle, le FBI, qui prédit que les actions du type de celle de San-Jose vont se multiplier, a ouvert une enquête sur le « terrorisme interne ».

Il y a de la contestation dans l'air...

Source: agence de presse A-Infos, <http://www.ainfos.ca/>
D'après le site <http://www.raisethefist.com>,
qui lui-même piquait l'infos à une station de télé locale.

L'insécurité, la vraie

Les chiffres sur les violences faites aux femmes en France viennent rappeler, si besoin en était, que le préalable à la grande campagne médiatique actuelle serait de définir ce fameux « sentiment d'insécurité ». Le pays des droits de l'Homme peut s'enorgueillir du rang qu'il tient, au niveau européen, en matière de violences faites aux femmes. Conséquence logique, les femmes sont trois fois plus nombreuses que les hommes à éprouver ce « sentiment d'insécurité », mais on continue à ignorer ce fait et à parler du « sentiment d'insécurité » grandissant des Français.

LES VIOLENCES spécifiques faites aux femmes sont au fondement des rapports sociaux de sexe. Elles sont le fruit de la domination d'un certain « mode masculin » légitimé par l'organisation sociale et à son fondement. C'est le patriarcat. Pour que ce système perdure, il faut rendre les femmes complices de leur infériorité. D'un côté, on légitime cela par l'ordre divin ou naturel, ce qui amène les femmes à se percevoir à travers les yeux des hommes et brouille le repérage des violences dont elles sont victimes. De l'autre, c'est la conspiration du silence.

La question des violences contre les femmes n'est pas seulement importante par la quantité des violences assénées dans le monde mais aussi par leur omniprésence, dans tous les domaines de la société. Elles concernent le travail, la santé, la pauvreté, la vie privée, etc.

Les violences contre les femmes sont inter-classistes : elles s'exercent dans tous les milieux sociaux et culturels.

Les violences contre les femmes n'ont pas de frontière : elles s'exercent partout dans le monde.

Ce constat empêche de dire qu'il s'agit d'un problème individuel et privé. Des violences systématisées partout dans le monde appellent une réponse collective.

On nomme violence toute atteinte à l'intégrité physique et/ou psychologique des femmes. Tout acte de violence dirigé contre une personne de sexe féminin (ou qu'on assimile aux femmes dans la place sexiste qu'on lui attribue dans la société : dans ce sens l'homophobie ou la lesbophobie participent de la violence contre les femmes) causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté dans la vie privée ou publique.

Les violences dans la vie privée désignent les coups, viols, sévices sexuels, mutilations génitales ou autres pratiques traditionnelles préjudiciables aux filles ou femmes. Cela comprend les violences domestiques (appelées en France violences conjugales), l'excision, l'infanticide, l'inceste, etc.

Violences dans la vie publique désignent les coups, viols, sévices sexuels, harcèlement sexuel et/ou intimidations au travail, traitements forcés et médication abusive, exploitation et marchandisation des corps (prostitution, pornographie), contraception refusée ou imposée, stérilisation et IVG forcées.

En France, les luttes contre les violences sont issues du mouvement de libération des femmes des années soixante dix. Le code pénal de 1832 faisait du viol un crime mais celui-ci n'était pas défini. Le 23 décembre 1980, une nouvelle loi a défini le viol comme

suit : « tout acte de pénétration de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise ».

Les violences contre les femmes sont une réalité accablante. Le viol est un phénomène collectif dont 80 % des victimes sont des femmes. En 1995, il y a eu environ 7 000 plaintes et 28 000 viols. Selon l'enquête nationale Enveff (sur les violences contre les femmes commanditée par Nicole Pery alors secrétaire aux droits des femmes), en 2000 il y aurait eu 50 000 femmes de 20 à 59 ans victimes de viols. Selon la ligne téléphonique SOS viol, ces chiffres devraient être multipliés par quatre. En France, 70 % des viols ont lieu dans l'environnement familial donc 70 % des victimes connaissent leur agresseur.

Violences sexuelles faites aux mineur(e)s (elles désignent l'inceste, la pédophilie, la pornographie avec enfants et les mariages forcés) : les deux tiers des victimes sont des filles. 6 à 9 % de ces crimes sont dénoncés. 75 % à 80 % des agresseurs sont des proches de la victime (famille, voisins, amis de la famille, etc.).

Les violences domestiques : définies comme l'abus de pouvoir du partenaire violent qui se répète dans le temps, désignent les violences verbales (message codé : « ne fais pas ceci, fais cela. »), les violences psychologiques (dévalorisation de l'autre : « T'es moche, tu t'occupes mal de tes enfants. »), les violences sexuelles souvent difficiles à repérer car assimilées au devoir conjugal (repérées quand il y a viol collectif par copains, prostitution, etc.) les violences physiques (brûlures de cigarettes, tympan crevés donc parfois invisibles), violences sur les biens ou les animaux des victimes. 70 % de ces violences sont dénoncées par les femmes elles-mêmes.

La loi de 1994 sur les violences domestiques prévoit la possibilité de flagrant délit donc de comparution immédiate, l'interdiction du domicile conjugal à l'agresseur. Le fait d'être le conjoint ou le compagnon est une circonstance aggravante. Dans la réalité, peu de plaintes aboutissent, presque aucune femme n'est protégée, ce sont elles qui partent se réfugier ailleurs, et là les foyers d'accueil manquent cruellement de place. Seulement 6 % des femmes violentées portent plainte.

Que serait une protection efficace ? Dans la rue, nommer le sexisme ordinaire et la violence, seul moyen de mettre fin à l'auto-exclusion des femmes de la sphère publique qui se traduit par :

– l'adoption de stratégie d'évitements lorsqu'elles circulent seules dans la rue (marchent vite et discrètement, baissent la tête, etc.)

– évitement volontaire des lieux ou les moments de la journée considérés comme



plus dangereux et ainsi obéissent à une sorte de « couvre-feu virtuel » ; le renoncement aux sorties qui les intéresseraient si elles doivent sortir ou rentrer seules ;

– les détours pour rentrer chez elles afin d'éviter certains quartiers, parcs ou avenues sombres ;

– le non port d'habits qui seraient qualifiés ou paraîtraient « aguichants ».

Dans la sphère privée : combattre les idées reçues. L'alcoolisme n'est pas la cause principale de la violence des hommes. Il ne s'agit pas d'une histoire privée qui ne nous regarde pas. Il faut nommer les causes de ce processus de peur qui rend les victimes impuissantes : leur champ de conscience est rétréci et en aucun cas elles n'aiment ça !

Mettre en place des accueils et protections des victimes dignes de ce nom. Croire la victime, mettre des mots sur son vécu (exemple : « des rapports forcés sont un viol »). Nommer le délit comme tel. Faire comprendre que la spirale ne s'arrêtera pas, qu'il y a répétition dans le temps et qu'il ne s'agit pas d'un pétage de plombs exceptionnel. Valoriser les démarches de la victime : ne pas la culpabiliser si elle ne veut pas porter plainte mais valoriser le fait qu'elle a le courage de sortir du silence. Nommer les mécanismes pour qu'elle repère les sentiments de culpabilité et en sorte (on constate presque tout le temps le même processus : après les coups il y a ce que l'on appelle la lune de miel : l'agresseur regrette, est gentil pendant quelque temps au fil des mois ou des années les lunes de miel se font de plus en plus rares jusqu'à disparaître complètement. Les agresseurs font croire à leur victime qu'elle l'a cherché, qu'elle l'a énervé alors il faut reprendre les propos qu'il lui tient pour constater avec la victime qu'un jour c'est parce que le repas n'est pas prêt, le lendemain il est prêt mais la salière n'est pas à la bonne place ou alors elle a exprimé son désaccord dans une discussion la fois suivante pour ne pas l'énervé elle se tait mais alors ça ne lui

plaît pas car il ne veut pas d'une compagne qui n'a rien à dire...). Proposer une aide psychologique : afin de sortir du « je l'aime » « je suis sous son emprise et ça ne changera jamais ». L'informer sur ses droits. L'encourager à continuer les démarches. Prendre position « il a tort, tu as raison » pour sortir de cette pseudo neutralité institutionnelle.

En bref, aider les femmes à être actrices de leur projet et à sortir de leur statut de victimes. Être victime de violences n'est pas une fatalité.

Se battre pour que la police arrête de dissuader les femmes de porter plainte. Pour que les procureurs arrêtent de classer les plaintes sans suite. Pour que la police accepte de se rendre aux domiciles lorsqu'une femme ou un voisin les appellent en urgence. Pour que les institutions à tous les niveaux (éducation nationale, services sociaux) nomment les violences et informent les femmes sur leur droit avant même qu'elles viennent raconter leur histoire. Pour que les policiers croient les femmes qui ont le courage de venir porter plainte.

De tout cela il n'est pas question dans les différents projets qui visent à combattre l'insécurité. Dans les « contrats locaux de sécurité » : les violences conjugales font l'objet d'une seule ligne dans le texte pour annoncer la mise en place de foyers spécialisés. Les moyens octroyés, leur fonctionnement ? Il n'en est pas question. La réalité de la violence sur la voie publique n'est pas abordée, et son corollaire, le sexisme ordinaire, ne fait l'objet d'aucun dispositif. Il est clairement opéré une distinction entre le privé et le public comme si les deux n'avaient aucun rapport. Les associations féministes n'ont pas été et ne sont pas sollicitées pour apporter leur expérience en matière d'accueil des femmes victimes de violences conjugales. M. Sarkozy ne s'est pas non plus exprimé sur cette violence-là pourtant bien réelle.

Muriel

groupe Emma-Goldman de la FA, Bordeaux

brisez le silence



Face aux discours sécuritaires et aux mesures répressives, défendre les droits, les libertés et une discipline éducative



DEPUIS DES MOIS, la violence et l'insécurité occupaient les médias et alimentaient les discours sécuritaires de nos hommes politiques qu'ils soient de gauche ou de droite. Les enfants et les jeunes redevenaient des « sauvages » et les parents des éducateurs incapables de poser des limites et de les faire respecter. L'autorité, si chère aux défenseurs de l'ordre, s'en était allée. Il fallait la réinstaurer dans la société, dans la famille et dans l'école.

Il fallait réformer l'ordonnance de 1945, d'où venait tout le mal. N'avait-elle pas osé faire prévaloir l'éducation sur la répression ?

Alors les discours sécuritaires sont devenus loi. La loi d'orientation et de programmation pour la justice a été adoptée par le Parlement le samedi 3 août 2002, malgré les nombreuses interventions de magistrats, d'éducateurs, de défenseurs des droits de l'enfant, qui ont rappelé que la répression

ne pouvait pas remplacer l'éducation et que les mesures proposées, dont les centres éducatifs fermés, avaient montré leur inefficacité par le passé.

Osons l'éducatif ! affirmaient-ils. « Seule une politique d'éducation et de prévention ambitieuse se donnant comme projet de combattre les inégalités et les exclusions, de lutter contre l'échec scolaire, d'ouvrir de réelles perspectives d'avenir pour les jeunes en difficulté peut constituer une réponse et réduire les tensions sociales... Les questions que renvoie la jeunesse posent aussi celles d'une conception de la démocratie, du monde que nous construisons et de l'avenir de notre société... »

L'école est concernée car elle est aussi un lieu, où depuis ses origines, deux conceptions s'affrontent. Historiquement, la punition était considérée comme nécessaire. Il fallait corriger ceux qui ne suivaient pas le droit chemin. Les

châtiments corporels étaient d'usage. L'influence d'hommes tels que Rousseau, Pestalozzi, Montessori, Ferrière, Freinet, ont contribué à faire comprendre, du moins à quelques-uns, que l'obéissance passive n'était pas une vertu.

Dans une circulaire du 15 juillet 1890, le ministre précisait aux enseignants que « la discipline purement répressive n'a pas droit de cité dans nos maisons d'éducation. La discipline libérale cherche, au contraire, à améliorer l'enfant plutôt qu'à le contenir, à la gagner plutôt qu'à le soumettre. Elle veut toucher le fond, la conscience, et obtenir non cette tranquillité de surface qui ne dure pas mais l'ordre intérieur, c'est-à-

dire le consentement de l'enfant à une règle reconnue nécessaire, elle veut lui apprendre à se gou-

mande plutôt qu'elle ne punit. » Aujourd'hui la loi Perben permet aux tribunaux de punir d'une peine de prison ferme un outrage visant un personnel travaillant dans un établissement scolaire.

1890-2002 : lorsque la sagesse de ceux qui légifèrent et gouvernent disparaît, les éducateurs ont le devoir de défendre encore plus fermement le respect de la dignité des enfants et des jeunes et leurs droits et libertés.

L'ordre et la discipline sont nécessaires affirmait Freinet mais pas n'importe quel ordre, ni n'importe quelle discipline !

ICEM-Pédagogie Freinet



« L'énoncé théorique des droits et des libertés ne suffit plus : c'est la pratique sociale qu'il faut développer afin que l'homme sache plus tard se conduire librement dans les diverses occasions de sa vie. »

Célestin Freinet

POUR FLATTER les sentiments réactionnaires qui s'inquiètent du rajeunissement des délinquants et de l'accroissement des multirécidivistes, il fallait escamoter l'enfance et juger rapidement pour isoler cette partie de la jeunesse, il fallait faire loi pour modifier l'ordonnance de 1945.

Le 3 août 2002, la loi d'orientation et de programmation pour la justice détourne ainsi l'esprit de la justice des mineurs en privilégiant la sanction pénale et la peine sur les mesures éducatives : responsabilité pénale pour les enfants dès l'âge de 10 ans, abaissement de l'âge de la détention provisoire à 13 ans, placement sous contrôle judiciaire, modes de jugement rapproché et création de centres éducatifs fermés.

Cette loi bafoue la Convention internationale des droits de l'enfant qui préconise d'établir un âge minimum « au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale » et qui demande à ses signataires de promouvoir des lois, des mesures et des institutions conçues pour les enfants en assurant leur protection et leur éducation.

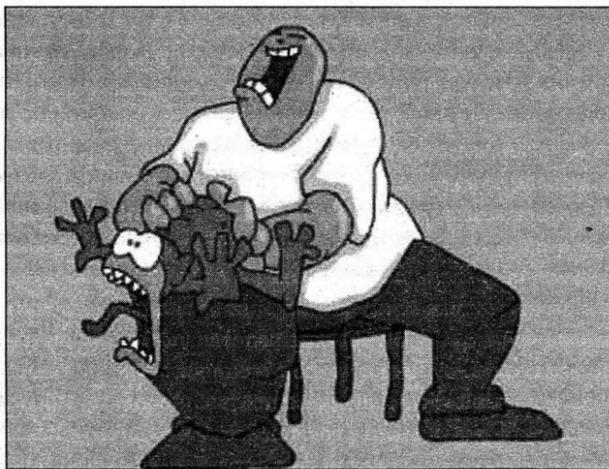
Cette loi réduit à la seule pénalisation les réponses données aux difficultés rencontrées par les enfants, au détriment des mobilisations parentale, éducative, sociale et médicale qui interviendraient en amont des actes délicieux. Mais elle ne fait qu'entériner les pratiques de ces derniers mois (augmentation de 40 % des détentions).

Cette loi, en rejetant la réflexion sur les causes de la délinquance, ne vise que le court terme et la punition pour répondre à des soucis d'ordre public, stigmatisant ainsi une partie de la jeunesse pour en faire des délinquants confirmés.

Loi Perben : danger jeunesse

Cette loi confond sanction et éducation lorsqu'elle propose comme sanctions éducatives aussi bien des mesures de sécurité, de contrôle et d'interdiction que des mesures éducatives telle que l'obligation d'accomplir un stage de formation civique. L'apprentissage de la loi serait donc une sanction !

Cette loi trompe la société lorsqu'elle prétend que des centres fermés pourraient être éducatifs : la privation de liberté, l'assignation pour ces enfants et ces jeunes à ne plus fréquenter que d'autres adolescents violents ou perturbés



ne peut que renforcer leur hostilité, leur méfiance et les exclure à l'inverse de toute expérience socialisante et de tout projet d'avenir.

La loi d'orientation et de programmation pour la justice du 3 août 2002 consiste à faire croire que la sanction et la peur pourront tenir lieu de respect et d'autorité alors que l'éducation à l'opposé se construit d'abord à partir de confiance, de relations, de responsabilités et de droits en actes.

Dix-huit ans ! Seize ans ! Treize ans ! Dix ans ! C'est bien avant que doivent se vivre ces relations éducatives afin qu'aucun enfant ne soit exclu de l'avenir de notre société. Une société qui forme certaines classes sociales avec des méthodes autoritaires, tandis que d'autres



verner lui-même. Pour cela, elle lui accorde quelque crédit, fait appel à sa bonne volonté plutôt qu'à la peur du châtiment, elle conseille, elle avertit, et répri-

voient leurs enfants respectés et encouragés, et qui continue de justifier les inégalités sociales en se référant à des valeurs méritocratiques est une société qui se condamne au désordre, aux désastres et à la violence.

À l'inverse, ces enfants et ces jeunes mériteraient de trouver place dans une école qui les accueille vraiment, qui les accepte, qui ne contribue pas à véhiculer d'eux-mêmes ou de leur famille une image dégradée, une école qui ait de l'autorité car elle reconnaîtrait naturellement celle des parents et des enfants eux-mêmes, une école qui permette l'organisation du travail, l'accès à la culture et aux savoirs ambitieux tout en développant l'entraide, la solidarité, la participation, la responsabilisation et la gestion des conflits.

Cette école assumerait ses responsabilités éducatives et permettrait aux enfants de faire l'expérience concrète des valeurs démocratiques de notre société afin d'identifier et de conscientiser les droits et libertés de l'autre dans une perspective relationnelle. Une société sans ambition pour l'école ne fait plus société !

Cette école est possible, elle existe ! Elle est expérimentée chaque jour par des centaines d'enseignants Freinet. Et pourtant, leur expérience, leur travail est rendu difficile par une administration infantiliste, un manque d'ambition. Et aujourd'hui, après nous avoir empêché de donner à l'école son vrai potentiel éducatif, on voudrait nous faire croire que l'éducation ne paie pas !

Le mouvement Freinet propose une autre conception de l'éducation, de la citoyenneté et de la société. Il propose à chacun, enfant, jeune, parent, quelles que soient les difficultés sociales ou personnelles vécues de regagner la fierté de travailler ensemble ! Nous défendons une éducation à la dignité.

ICEM-Pédagogie Freinet
Secretariat@icem-freinet.org

France-Soir

LES ACTIONNAIRES de Presse Alliance (société éditrice de *France-Soir*) n'ont pas voulu prendre de décision avant les vacances scolaires... C'est donc le 8 novembre, quinze jours de sursis depuis le 23 octobre, que le sort du quotidien d'Aubervilliers sera fixé. La nouvelle échéance est-elle vraiment un ballon d'oxygène ? La direction transalpine veut toujours réduire jusqu'à 15 % de la masse salariale et le nouveau projet éditorial n'a toujours pas été présenté à la rédaction.

Signes des temps, c'est d'abord à Publicis que la nouvelle formule du quotidien aurait été présentée. Comme le déclarait benoîtement G. Serafini (directeur de la rédaction de *France-Soir*) à l'AFP : « Si le premier groupe de publicité en France, le troisième en Europe y croit au point de négocier avec nous, on y croit nous aussi. » Et vive l'indépendance du journalisme !

La vieille lanterne de Bouvard, le *Journal du téléspectateur* (un projet du quotidien voyant quasiment tout à travers le « prisme » de la télévision, déjà ébauché en 1987) serait remis sur les rails...

Et dans l'environnement proche ? Tout va bien dans le meilleur des mondes, les travailleurs des Messageries négocient le sort de PDP (Paris diffusion presse), les *Échos* veulent faire des économies et le groupe Amaury (*L'Équipe*, *le Parisien*) serait vendu par « appartements ». Pendant ce temps-là l'empire Hachette joue au go, et d'aucuns appellent Bruxelles à l'aide. Tous unis ou chacun pour soi ?

Sitting Bull

«Après que le président Carnot donna la peine de mort à Vaillant, ignorant toutes les lettres et pétitions des citoyens, l'inévitable arriva: Carnot fut tué. Écrit sur le poignard planté dans son dos: Vaillant! Caserio marqua beaucoup de gens par sa bravoure, son intelligence et son grand cœur. Voici son plaidoyer.»

<http://octobre.anarchy99.net/>

Plaidoyer de Sante Caserio

MESSIEURS DU JURY! Je ne me ferai pas une défense, mais plutôt une explication de mon action.

Depuis mon jeune âge, j'ai appris que la société présente est très mal organisée, si mal que chaque jour plusieurs malheureux se suicident, laissant femmes et enfants dans la détresse la plus terrible. Des ouvriers, par milliers, cherchent du travail et ne peuvent en trouver. Des familles pauvres quêtent pour de la nourriture et grelottent de froid; elles souffrent de la plus grande misère; les plus jeunes demandent de la nourriture à leurs pauvres mères, et celles-ci ne peuvent leur en donner, parce qu'elles n'ont rien. Les seules choses que la maison contenait ont déjà été vendues ou échangées. Tout ce qu'elles peuvent faire est demander l'aumône; souvent elles sont arrêtées pour vagabondage.

Je suis parti de ma terre natale parce que j'en venais souvent aux larmes en voyant des petites filles de huit ou dix ans obligées de travailler 15 heures par jour pour une misérable paye de 20 centimes. Des jeunes femmes de 18 ou 20 ans travaillent aussi 20 heures par jour pour une rémunération de railleries. Et cela n'arrive pas seulement à mes compatriotes, mais à tout les ouvriers, qui se prennent une suee à longueur de journée pour un morceau de pain, alors que leur labeur apporte l'argent

en abondance. Les ouvriers sont forcés de vivre dans les conditions le plus misérables, et leur nourriture consiste en un peu de pain, quelques cuillerées de riz, et de l'eau; donc lorsqu'ils atteignent l'âge de 30 ou 40 ans, ils sont morts de fatigue et vont mourir dans les hôpitaux. En outre, en conséquence d'une mauvaise alimentation et du surmenage, ces tristes créatures sont, par centaine, dévorés par la pellagra - une maladie qui, dans mon pays, attaque, comme les docteurs disent, ceux qui sont mal nourris et qui mènent une vie pénible et de privation.

J'ai remarqué qu'il y a plusieurs personnes qui ont faim, et plusieurs enfants qui souffrent, tandis que le pain et les vêtements abondent dans les villes. J'ai vu plusieurs grandes industries pleines de vêtements et de produits de laine, et j'ai aussi vu des entrepôts pleins de blé et de maïs, qui conviendraient à ceux qui en ont besoin. Et, d'un autre point de vue, j'ai vu des milliers de gens qui ne travaillent pas, qui ne produisent rien et qui vivent grâce à la labeur des autres; qui chaque jour dépensent des milliers de francs pour se divertir; qui corrompent les filles des ouvriers; qui possèdent des logements de quarante ou cinquante pièces; vingt ou trente chevaux, plusieurs serviteurs; en un mot, tout les plaisirs de la vie.

Je crois en Dieu; mais quand je vois une telle inégalité entre les hommes, je reconnais que ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme, mais l'homme qui a créé Dieu. Et j'ai découvert que ceux qui veulent leur propriété respectée, ont intérêt de prêcher l'existence du paradis et de l'enfer, et de garder le peuple dans l'ignorance.

Il y a peu de temps, Vaillant lança une bombe dans la Chambre des Députés, pour protester contre l'actuel système de la société. Il n'a tué personne, seulement blessé quelques personnes; mais la justice bourgeoise l'a condamné à mort. Et non satisfaite de la condamnation de l'homme coupable, elle a poursuivi les anarchistes, et arrêta, non seulement ceux qui connaissaient Vaillant, mais même ceux qui ont été présent à une lecture anarchiste.

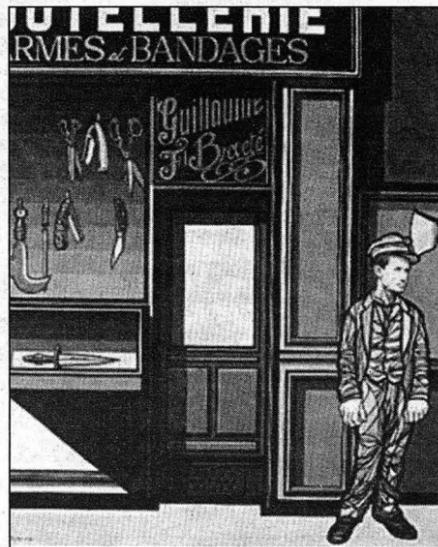
Le gouvernement ne pensa pas à leur femme et enfants. Il n'a pas considéré que l'homme détenu en cellule n'était pas le seul à souffrir, que ses petits réclamaient du pain. La justice bourgeoise ne s'est pas troublée à propos de ces innocents, qui ne savent même pas ce que la société est. Ce n'est pas de leur faute si leurs pères sont en prison; ils veulent seulement se nourrir.

Le gouvernement en vient à fouiller les domiciles privés, à ouvrir des lettres personnelles, à interdire les lectures et les rencontres, et à pratiquer l'oppression la plus infâme contre

nous. Même aujourd'hui, des centaines d'anarchistes sont arrêtés pour avoir écrit un article dans un journal ou pour avoir exprimé une opinion en public.

Messieurs du Jury, vous êtes les représentants de la société bourgeoise. Si vous voulez ma tête, prenez-la; mais ne croyez pas qu'en faisant cela vous arrêterez le mouvement anarchiste. Faites attention, l'homme récolte ce qu'il a semé.

Caserio



« L'affaire Liabeuf » par la Guerre sociale



Caserio

LE CRIME est consommé. Ils ont assassiné Liabeuf. Mais il leur a fallu toute une armée pour protéger leur guillotine, leur bourreau et les aides de leur bourreau: policiers, gendarmes et magistrats.

Pour que ce matin il n'y ait pas d'émeutes dans les quartiers populaires, pour éloigner d'eux les représailles qu'ils sentent menaçantes, ils en sont réduits à ouvrir tout grands les égouts de leur presse, à faire rééditer par elle les infâmes mensonges que nous leur avions rentrés dans la gorge, et à faire certifier effrontément par toutes les grandes feuilles prostituées à la police que Liabeuf était vraiment un apache et un souteneur.

Nous étions naïfs de croire que cette bande de peaux-rouges et de requins était capable de pitié, d'humanité et de justice.

Nos appels à la générosité, de l'hébreu pour eux!

Ils ne connaissent que la raison d'État, en bon français, la défense de leur auge.

Ils ont besoin de la police pour défendre leur république d'exploiteurs et d'assassins contre le flot montant du prolétariat.

Elle exigeait la tête de celui qui, par de faux témoignages et une monstrueuse erreur judiciaire, elle avait acculé au meurtre.

Les hommes d'État qui ont la garde de l'écuille capitaliste ont eu peur d'une grève de leurs policiers, que les chefs de la Préfecture auraient eux même fomenté sournoisement. Ils ont capitulé devant ceux qui leur assurent, à eux et à

toute la bourgeoisie, une paisible digestion.

Liabeuf a été exécuté, non pas parce qu'il était coupable.

On l'a tué parce que l'élite de la classe ouvrière est coupable de rébellion contre le patronat et contre « l'ordre » capitaliste.

On l'a tué parce que les grèves continuelles qui éclatent de toutes parts, depuis quelques années, font de la police la première institution de la République, la plus sacrée et la plus inviolable.

On prend d'ailleurs la précaution de nous en avertir, car on ne nous cache pas que c'est, notamment, l'attitude de la classe ouvrière aux obsèques de Cler', dimanche, qui a décidé de l'exécution de Liabeuf.

Oui, on a raison; c'est de la faute aux dix mille travailleurs qui ont suivi le cadavre d'une autre victime de la police, si Liabeuf a été exécuté; c'est de leur faute, ils n'auraient pas dû montrer la moindre indignation de la mort de leur camarade; et ils auraient dû, au Pont de Flandre, se laisser sabrer sans riposter.

Et même, ce n'est pas seulement de leur faute.

C'est de la faute aussi des cheminots dont la grève est menaçante.

C'est de la faute des postiers qui, il y a un an, ont épouvanté la bourgeoisie.

C'est de la faute des quinze mille serruriers qui, en ce moment, se dressent comme un seul homme contre leurs patrons, dans un admirable mouvement de solidarité et de révolte.

Liabeuf est le bouc-émissaire, la victime expiatoire.

Il paie pour tout le monde!

Et c'est parce que toute la classe ouvrière le sent plus ou moins confusément, parce qu'elle va se sentir atteinte dans sa chair et au fond de sa conscience que l'exécution de Liabeuf n'est pas seulement un crime, mais une lourde faute politique.

« L'Affaire » Liabeuf sera pour la police ce qu'a été pour l'armée l'affaire Dreyfus.

Ah! on a voulu faire un exemple pour protéger à l'avenir gardiens et bourriques!

Que l'on prenne garde d'avoir seulement ravivé et décuplé le mépris et la haine séculaire des policiers au cœur de la classe ouvrière, et peut être même d'avoir rouvert l'ère sanglante des Ravachol, des Vaillant, des Emile Henry et des Caserio!

Le président Carnot ne s'était pas montré plus féroce à l'égard de Vaillant que le président Fallières à l'égard de Liabeuf quand un de nos camarades italiens lui rappela brutalement que le droit de grâce comporte certaines responsabilités personnelles et qu'il y a d'autres couteaux que celui de Deibler².

Un Sans-Patrie
(Gustave Hervé)

La Guerre sociale, édition spéciale du 29 juin 1910

1. Auguste (1861-1894), militant anarchiste, guillotiné après un attentat contre la Chambre des députés qui ne fit que des blessés. Il servit de prétexte au vote des « lois scélérates », attentatoires aux libertés publiques.

2. La famille Deibler, de père en fils et... gendres, fournissait la III^e République en bourreaux.



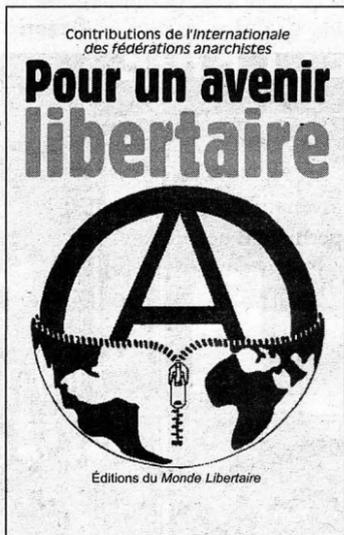
Des révolutions, des vraies, des qui ont changé véritablement les choses et la vie, qui ont supprimé la misère, l'exploitation et l'oppression, et qui ont permis à la liberté, à l'égalité et à l'autogestion de s'épanouir comme des roses, il n'y en a pas eu beaucoup dans l'histoire des êtres humains.

La révolution espagnole de 1936-1939, et son printemps libertaire indéniable, est assurément de celles-là. Et ce n'est pas un hasard si elle a été assassinée par le fascisme, les démocraties bourgeoises et le stalinisme, et si elle a été tuée par l'histoire officielle.

Espagne 1936-1939

Ils ont osé!
Collection pages libres

Éditions du Monde libertaire, 15 euros



Cette brochure rassemble une sélection de motions issues des congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA).

Les thèmes sont abordés avec acuité : philosophie, économie libertaire, capitalisme, comportements libertaires, syndicalisme, diversité des tactiques...

Pour une contribution à l'analyse et la compréhension de ce monde d'oppression et d'injustice sociale.

Pour un avenir libertaire

Contribution de l'Internationale des fédérations anarchistes

Éditions du Monde libertaire et Alternatives libertaires, 46 pages, 3 euros

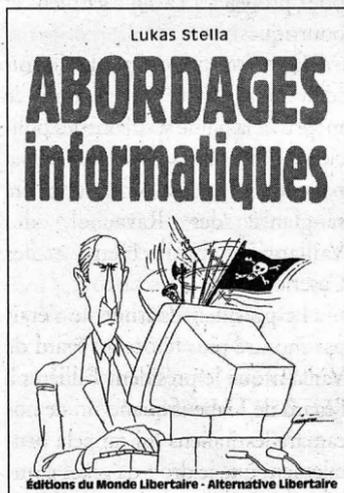


La gratuité que revendique le Réseau pour l'Abolition des Transports Payants n'est pas une fin en soi, mais elle vise à rompre avec la société marchande dans le but de se réapproprier nos moyens d'existence, dans notre cadre de vie et la liberté de circuler.

Zéro euro = Zéro fraude.

Groupe Louise-Michel de la FA

Éditions du Monde libertaire et Alternatives libertaires, 46 pages, 3 euros



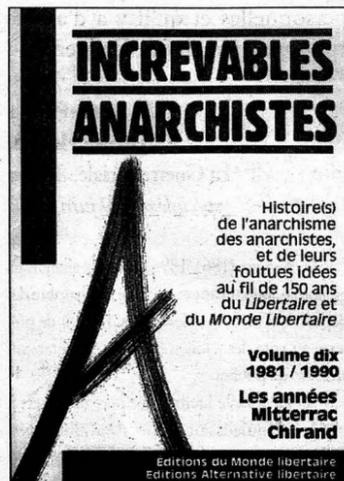
À propos de l'informatique, d'Internet et de la pub, Lukas Stella, fort d'une analyse des systèmes de fonctionnement des nouvelles technologies montre comment cela génère du profit et surtout s'inscrit dans une logique de parcellisation de la globalité humaine.

Pourquoi ce mythe de l'informatique, grand ordonnateur de toutes les relations humaines, sinon l'évidence de cette logique cannibale du capitalisme et du pouvoir qui ne peuvent exister qu'à la condition de l'éclatement de l'identité humaine.

Abordages informatiques

Lukas Stella

Éditions du Monde libertaire et Alternative libertaires, 46 pages, 3 euros



Avec le tome dix, continue la grande saga de ces Incevables anarchistes, de leurs foutues idées de liberté, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et de leur rage de les mettre en application tout de suite, ici et maintenant.

Incevables anarchistes volume dix : 1981/1990

Éditions du Monde libertaire et Alternative libertaires, 48 pages, 3 euros

Ces ouvrages sont disponibles à : **Publico**
145, rue Amelot, Paris 11^e

Construction d'un « Unique »

De la Réunion à la France

Un mélange poétique et volcanique

C'EST UNE INITIATION, un parcours passionné fait de douleurs et de joies que nous décrit dans ses *Carnets de retour au pays natal*, le peintre et poète André Rober. C'est l'histoire d'un gamin d'une lointaine île de l'Océan indien, fils d'une modeste famille d'un village au pied des montagnes, « la Plaine des palmistes », qui s'embarque vers l'inconnu (la France!), à peine sorti de l'adolescence pour le long apprentissage de la vie.

Mais ce jeune Réunionnais n'est pas un Rastignac avide, ni un rêveur. Ceux qui l'ont connu dans ce périple, ceux qui le connaissent dans les milieux associatifs, dans le mouvement de contestation sociale, chez les anarchistes et en particulier à Radio libertaire peuvent en témoigner.

Personnalité forte, volonté, respect de l'autre, il fallait entre autres toutes ces qualités pour affronter les aléas du grand voyage.

Le Pays natal : attraction et répulsion

Ce n'est pas pour André Rober de la nostalgie. Ce n'est pas le soupir de « Du Bellay ». « (...)de mon petit Liré, quand reverrais-je, hélas, fumer la cheminée ». La misère, la corruption, la religion, marquent au fer rouge l'île de sa naissance. Et en même temps, les odeurs de géranium, les parfums de vanille, ceux de la cuisine créole, le *rougât de morue*, le pâté créole, le *cari brèdes-chouchou*, le bouillonnement du Piton-de-la Fournaise, envahissent son poème.

Bien sur, la dictature jacobine par essence colonialiste a tenté d'écraser les particularismes, de dessécher les fruits de la culture autochtone, plus encore qu'elle ne l'a fait en métropole. Elle a voulu ignorer et proscrire le langage créole notamment. Le non-conformisme, l'esprit d'indépendance de l'individu ne sont acceptés ni par le pouvoir colonial, ni par la religion, ni par la cellule villageoise ou familiale. Les médias ont pris le relais, qui chaque jour uniformisent, abaissent, étouffent toute lucidité, tout esprit de révolte et de liberté de jugement.

Mais, et l'auteur de ces *Carnets* en est l'illustration, cette révolte subsiste et s'étend malgré les obstacles. Combat difficile, exigeant et formateur. Le langage créole, par exemple, sa musique, sa poésie sortent de leur marginalisation grâce à des individualités fortes. Ce livre, parsemé de pages en langue créole aux belles sonorités que vous allez pouvoir déchiffrer avec un simple petit lexique, en témoigne.

Plus généralement, de ces contradictions, inscrites dans ce « carnet de route » naît un souffle de vie. Constat très emblématique des idées de Pierre-Joseph Proudhon (que cite l'auteur), puisque selon le « père de l'Anarchie », le conflit, la contradiction sont indis-

pensables à la vie des sociétés et des individus, « une Société pacifiée, sans contradictions est une société morte » écrivait-il.

Un chant d'amour et d'amitié

« Créateur et non pas créature », comme dirait Stirner également cité par l'auteur, André Rober nous montre comment se forme un « Unique ». Il évoque avec chaleur ses rencontres, ses amitiés, ses inspirateurs, les associations d'« égoïstes » qu'il a créées, animées avec une volonté forte, un esprit de liberté et de justice.

Il parle de ses amours, simplement, toujours vigilant pour ne pas attenter à la liberté de l'autre et préserver la sienne. Et il n'est pas possible de ne pas être profondément ému et touché par la lettre à sa mère, disparue, alors que se terminaient ces carnets.

Enfin, n'est-il pas meilleur hommage à faire à notre ami « stirnérien », pour conclure ce bref tableau, de vous inciter à découvrir son ouvrage et une facette de ses talents, que de reproduire à son intention et à la vôtre, la conclusion du seul livre de Stirner, *l'Unique et sa propriété* :

« Pourquoi j'écris, dit l'Unique? Je vois les hommes terrorisés par l'essaim de spectres de la plus sombre superstition. Si je fais au mieux de mes forces tomber un peu de lumière du jour, sur ces nocturnes esprits, croyez-vous que ce soit l'amour que j'ai pour vous qui m'y pousse? Écrirais-je par amour pour les hommes? Non. J'écris parce que je veux mettre au monde mes pensées et leur y donner vie et si je prévoyais qu'elles vous feraient perdre votre repos et votre paix je ne les en sèmerais pas moins. Faites-en ce que vous voulez, c'est votre affaire. Mais non seulement ce n'est pas par amour pour vous, mais pas même par amour de la vérité que je dis ce que je pense.

Je chante comme chante l'oiseau
Qui peuple les branchages
Le chant qui sort de sa gorge
Lui est suffisante récompense.
Je chante parce que je suis chanteur.
Et je me sers de vous parce que j'ai besoin d'oreilles pour m'écouter. »

Archibald Zurvan

Carnets de retour au pays natal
André Rober Éditions KA



Le Dodo

La science est-elle soluble dans l'anarchisme (et réciproquement) ?

IL DEVIENT courant ces temps-ci de lire ou d'entendre des anarchistes se tromper sur la science, je pense en particulier à l'article de L.S. sur William Blake (*le Monde libertaire* n° 1290).

Précisons tout d'abord que la science est vaste et que sous ce terme se cachent bien des aspects : la recherche, les chercheurs, les institutions, les méthodes. Il est abusif d'y placer aussi les techniques qui en sont des applications, les décisions politiques cachées sous le nom d'experts ou les multinationales qui s'en servent comme argument d'autorité. La vocation de la science est d'expliquer le monde en utilisant des moyens exotériques, c'est-à-dire non réservés à une élite d'initiés, moyens que tout un chacun – en refaisant l'expérience – peut comprendre, vérifier, amender. Bien entendu, refaire l'expérience signifie déjà avoir travaillé la théorie qui va avec, ne serait-ce que pour en vérifier la validité et les limites. La science est bornée et réductionniste, mots insultants pour un *newageux*. Elle est bornée parce qu'elle n'a pas la prétention de tout connaître d'un coup, par une connaissance immédiate, parfaite et totale; elle est réductionniste parce qu'elle cherche à réduire le nombre de facteurs interagissant pour connaître l'action de chacun.

Le *newageux* aimerait tout savoir sans effort, par magie. Malheureusement pour lui, la magie pas plus que la prière n'ont jamais montré leur efficacité, sauf pour fanatiser le gogo et l'ignorant.

La science ou la raison ne sont pas plus bourgeoises que l'anarchisme n'est libéral. Écrire que la science ou la raison est la fille de la bourgeoisie – et donc qu'elle est à combattre – montre une singulière méconnaissance (ou

de la mauvaise foi) du B.A. BA de l'histoire des sciences : on n'a pas attendu la Révolution française pour prouver un théorème, pour faire tourner une machine ou pour appliquer une démarche rationnelle en histoire; les savants arabes durant le Moyen Age occidental, et avant eux les Grecs se posaient déjà des questions sur la connaissance et la foi. La raison n'est pas une religion athée mais un outil permettant de faire le tri entre des affirmations



non fondées, d'autres fausses et d'autres à retravailler. La science et ses résultats sont donc non subjectivistes. En passant, notons que Stirner n'est pas si subjectiviste qu'on pourrait le penser : le plus long chapitre de *l'Unique et sa propriété* s'appelle « Mes relations » et affirme que l'intérêt de l'égoïste est non pas de chercher à écraser autrui

mais de coopérer, pas par altruisme, qu'il a montré en fait hypocritement égoïste au début du livre, mais par pur intérêt égoïste, rationnellement bien compris ajouterai-je.

Comme tout outil, la science et la raison peuvent servir au pire comme au meilleur. Fabriquer la bombe atomique est un choix moral militariste, chercher une énergie nucléaire non radioactive et sans déchet radioactif est un choix moral écologique, étudier la relativité ou l'atome est un choix d'étude, pas nécessairement – bien que couramment – vendu aux nucléocrates. N'oublions pas non plus que, bien qu'on puisse utiliser la raison pour réfléchir sur ses choix moraux, la science n'a rien à faire en morale; elle ne peut pas attribuer à telle ou telle morale le statut de vrai ou de faux. La morale est un choix – enfin ça devrait –, individuel ou collectif, pas une vérité ni un mensonge. De même le prétexte scientifique ne doit pas cacher qu'en fait la décision est politique, économique voire morale; elle relève d'un choix, parfois à partir de données scientifiques. Il existe enfin des scientifiques à la botte de multinationales qui pondent des rapports bidons et jargonneux pour faire autorité et pour impressionner l'ignorant.

Mais ces scientifiques peuvent aussi produire des résultats valables ou même une application intéressante. L'erreur sur un point, la vérialité ou tout simplement le salaire ne peuvent pas permettre de préjuger systématiquement la validité d'une affirmation venant de l'individu concerné, il encourage juste de plus forts soupçons, et avec raison. Par exemple les entreprises pharmaceutiques sont en grande partie des boîtes à fric, cela n'empêche pas leurs médicaments d'être plus efficaces que rien (sauf l'homéopathie). Autre exemple, G. Charpak raconte des âneries sur la radioactivité dans *Devenez sorcier, devenez savant*, cela n'empêche pas le reste du livre d'être intéressant.

Alors que vient faire l'anarchisme là-dedans? Rien. On peut être déiste ou spiritualiste et anarchiste, comme rationaliste et anarchiste. Cela dit, reconnaître la supériorité d'un dieu sur l'homme et ne rien faire contre, ou pire, encourager sa dite puissance, discrédite un groupe comme les Pèlerins d'Arès, secte vaguement chrétienne qui a des prétentions anarchistes. Les *newageux* et les ésotéristes sont friands de gourous et d'autorité alors que la connaissance scientifique se construit par consensus, pas par décret stalinien ni par vote à la majorité.

Pour conclure, ce texte est un peu angélique et la réalité scientifique est un peu moins belle, heureusement pas tant que ça.

Nicolas
liaison Melun, FA

Être et avoir

LA LECTURE des *Cahiers du cinéma* de juillet-août 2002, numéro 570, est révélatrice d'une méconnaissance certaine de la pédagogie. Jugez-en avec l'extrait ci-après consacré à l'interview de Nicolas Philibert, réalisateur du film *Être et Avoir* – (propos recueillis par Clélia Cohen, journaliste à Cannes, le 21 mai 2002) :

« La question des méthodes pédagogiques n'est pas du tout en jeu, je ne cherche ni l'enseignant le plus moderne (méthode Fresnay ou autre), ni le plus traditionnel, car si le film porte sur un type de classe qui est un peu en voie de disparition, il n'épouse pas pour autant un point de vue passéiste ou nostalgique... »

Note à Benêt : Si Philibert connaît la pédagogie Freinet (au moins de réputation, qu'il cite de manière flatteuse comme méthode la plus moderne!) il n'en va pas de même pour la journaliste de cinoche, qui transcrit et confond Pierre Fresnay avec un certain Célestin Freinet dont elle n'a sans doute jamais entendu parler! Et en plus... si Sophie Démarrait! !!!

Henri Portier

1. Sophie Desmarests pour les plus jeunes qui ne connaîtraient pas cette actrice née en 1922.

la Complainte des flics

Fantaisie d'André Monjardet

On est certain
Il a avoué
Après 20 heures de garde à vue
On est certain
Il a avoué, il a tout dit, il a craché
Qu'il avait tué les deux gamins
Avec des pierres,
Une dans chaque main pour chaque gamin!
C'est pas la peine d'chercher plus loin!
On est certain il les a tués

L'enquête avait été bien vite bouclée
Du beau travail de policier
Un policier peut pas s'tromper
C'est son métier de faire parler

Pour faire parler un gosse traqué
Y a pas besoin de gros bottin
Y a pas besoin de gros moyens
Pour faire plier un gosse traqué

Il suffit de s'remplacer pour l'reveiller
Tous les quarts d'heure jusqu'au matin
Et de lui dire ce qu'il a fait
Et lui faire dire ce qu'il a fait
Pour qu'il ait fait ce qu'il a dit

Après quinze ans dans les prisons
Où il disait n'avoir rien fait
Les policiers sont toujours là
Devant celui qu'ils ont violé
Sûrs de leur fait, sans un regret
Des policiers peuvent pas s'tromper

Voir aussi La Complainte de la République,
in le Monde libertaire N°1291

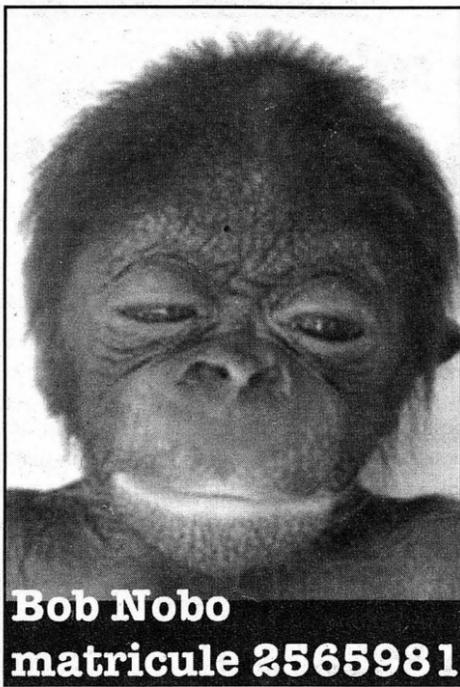
Nîmes

Procès pour assistance à personne en danger

C'EST donc le 17 octobre que comparait Bob, notre camarade dont le *Monde Libertaire* avait relaté l'arrestation musclée au cours d'une intervention consistant à demander à des policiers impassibles d'intervenir pour éviter qu'un manifestant anticorrida, juché sur les arènes de Nîmes, ne soit blessé par des partisans *aficionados*.

Accompagné d'une vingtaine de soutiens (militants libertaires, des syndicalistes de Sud Éducation, des militants contre les incinérateurs...) Bob avait choisi de comparaître sans avocats, en défense libre. S'appuyant sur un mémoire méticuleusement argumenté et étayé de pièces diverses, il dut faire face à un juge très sévère et à un procureur soufflant le chaud et le froid.

L'absence du policier « blessé » par notre camarade et les contradictions relevées dans sa déposition permirent de balayer très vite l'accusation de coups. D'ailleurs, c'est le procureur qui s'en est chargé, c'est dire! Mais au fil du dossier, que le procureur et le juge connaissaient assez mal (quelle légitimité ont donc ceux qui vous jugent qui n'en prennent même pas connaissance?), l'acharnement à garder au moins l'accusation de « rébellion » fut implacable. C'est bien à ce titre que notre ami, malgré sa prestation et sa ténacité à plaider sa cause, a donc été condamné: un mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende. Car on ne résiste pas aux forces de



Bob Nobo
matricule 2565981

l'ordre, même avec l'énergie qui consiste à venir en aide à une personne en danger! Même pour maintenir ce rapport de solidarité et d'entraide avec quelqu'un que l'on sait menacé! Parce que ce sont les forces de l'ordre, leur ordre! Notre ami compte faire appel.

Notre envoyé spécial
Dany Lenoir-Hérouge

1. Que faut-il dire de l'absence des associations anticorridas et de la personne secourue par Bob?

Une lettre de Yves Peyrat

Nous avons reçu les textes qui suivent récemment. Le destinataire de cette lettre, qui l'a mise en circulation, nous pardonnera certainement de vouloir lui donner le plus large écho possible. Les voix sont rares qui passent les barreaux...

C'EST fait maintenant cinq jours que je suis sorti de l'isolement. Au total, j'y ai passé quinze jours. Ce laps de temps m'aura permis de ressentir ce que, jusqu'à présent, je ne connaissais que par la lecture de livres comme ceux de Jean-Marc [Rouillan, ndlr] et Knobelpiess. Enfermé vingt-deux heures sur vingt-quatre avec une seule promenade dans une cour de dix mètres par cinq, semblable à une cuve en béton avec trois ouvertures grillagées au-dessus de ma tête.

Avec moi le QI [quartier d'isolement, ndlr] était plein. Nous étions huit en tout. Certains étaient là de leur plein gré: des détenus qui connaissaient des problèmes en détention. Quant aux autres, leurs conversations décousues, leurs cris m'ont fait vite comprendre les raisons de leur présence. Le QI est une annexe psychiatrique de la prison, puisqu'ici il n'existe pas, comme aux Baumettes, un service spécialisé: le SMPR. Leur journée se passe entre paradis artificiel, attente de médicaments et recherche de cachets, grâce au Yo-Yo [système de communication carcéral fait de bouts de ficelle, ndlr], dans les étages inférieurs.

Mon voisin le plus proche attire l'attention des matons en allumant des feux dans sa cellule. Dès mon arrivée, un des surveillants un extincteur à la main venait d'éteindre un feu. Dix jours après, un autre détenu s'est pendu. Il est mort. Les surveillants l'ont découvert à l'heure de la gamelle vers 17h30. Il avait 73 ans et d'après l'aumônier il était dépressif depuis plusieurs jours. Il avait demandé à être placé à l'isolement. Comme l'écrit Gaby Mouesca dans son livre *Longue Peine, on ne meurt pas en prison, c'est la prison qui tue*.

Durant mon isolement, un mouvement collectif de refus de

plateau a duré deux ou trois jours, soixante à quatre-vingts détenus dans le bâtiment A et la totalité du C. Le mouvement a été suivi dans le B.

L'impact médiatique m'a surpris et a dépassé mes espérances. Si je pensais que la presse locale s'intéresserait à notre action, je ne pensais pas que cela prendrait une envergure nationale. Nous avions visé juste en nous emparant du cas Papon pour soulever les problèmes actuels de la détention. Ce qui a permis que j'échappe à de plus lourdes sanctions (transfert, perte de mes grâces, mitard). Au final j'ai écopé, en commission disciplinaire, de douze jours avec sursis, de l'ajournement de ma perm' de dix jours et de quatre jours en moins de remise de peine. Comme me l'a dit le directeur pour m'annoncer sa décision de me placer à l'isolement: « Nous n'avons pas l'intention de faire de vous un martyr. »

J'ai appris par la presse que notre action a donné des idées dans d'autres prisons: Arles, Clairveaux, Lannemazan... Dommage que nous ne nous soyons pas coordonnés pour augmenter l'impact de nos revendications. Mais tu sais bien comme il est très difficile, au jour d'aujourd'hui, de faire bouger les choses et encore plus en taule.

Au contraire, je pense que l'AP [administration pénitentiaire, ndlr] a l'intention de se débarrasser de moi le plus vite possible. J'ai donc reçu ma date de libération définitive, remise de peine confondue: le 10 janvier. J'aurais fait quarante mois sur soixante.

Yves

Vous pouvez lui écrire:
Yves Peyrat écrou 5591C

Bat. B Cellule 722
CD de Salon BP 369

13668 Salon de Provence cedex

Dijon

Comme à Chicago

Le programme des Tanneries

Festival de soutien à l'EAT.....

Vendredi 1^{er} novembre, 20 heures, 5 euros

René Rinamé (chansons dérisoires/punk de Bruxelles), Kobayes (rap core énergique), les 100 grammes de tête (ska/reggae), Wak (ska punk).

Samedi 2 novembre, 21 heures, 5 euros

Kochise (punk, de Paris), la Fraction (punk, de Paris), les Vaches laitières (ska, de Suisse), Los Skalimuchos (ska, de Troyes) Los Pouss megos (chanson française, de Dijon).

Vendredi 8 novembre, 21 heures, 4 euros

Concert de Soutien au SCALP avec Stroh (ska punk espagnol) et Mum is trunk (hardcore, de Montpellier). Les autres groupes ne sont pas encore confirmés, soyez vigilant(e)s sur les affiches!

Samedi 16 novembre, 21 heures, prix libre

Performance de danse et vidéo avec le groupe croate Zvonko & Gradski Ured za Kulturu, suivie de leur concert (musique envoûtante et dérisoire) et d'une performance folk croate décalée avec Anarho Ibrica. Tout cela entrecoupé d'une sélection de courts-métrages expérimentaux, funs, politiques, etc.

Dimanche 17, 24 novembre et 1^{er} décembre, 20 heures, prix libre

L'atelier informatique populaire Print propose trois séances d'initiation pour utilisateurs et utilisatrices débutant(e)s. Vous pouvez vous inscrire via print@squat.net. Il n'y a pas de prix fixé, participation libre selon vos moyens.

Vendredi 22 novembre, 21 heures, 4 euros

Concert organisé par Brokken avec Burn Hollywood burn (emocore, de Rouen), No time to lose (hardcore, du Mans) et Judoboy (hardcore, d'Amiens).

Vendredi 29 novembre, 21 heures, 4 euros

Concert organisé par Maloka avec Lareplik (java folk punk de Bordeaux). Les autres groupes ne sont pas encore confirmés, guettez les flyers!

Samedi 30 novembre

Soirée consacrée à la danse Hip Hop, programme non confirmé.

Mercredi 4 décembre, 18 heures, prix libre

Print propose un autre atelier sur le système de mail sous GNU/Linux. Attention, cet atelier s'adresse aux utilisatrices et utilisateurs averti(e)s!

Samedi 7 décembre, 21 heures, 4 euros

Concert organisé par Maloka avec Vialka (musique expérimentale et pas sérieuse, duo franco-canadien basé en Slovénie! ex-NNY) et GRRZZZ (Duo punk-noise-indus de Bourg-en-Bresse). Les autres groupes ne sont pas encore confirmés, soyez vigilant(e)s sur les affiches!

Maloka

Just do EAT:

Espace autogéré des Tanneries
17, bld de Chicago
21000 Dijon
tanneries@squat.net

Pour un tract diffusé en prison, signé « des détenus du CDR de Salon », Yves Peirat a été sanctionné.

Ce tract dénonce les conditions déplorables de détention, demande l'application de la loi sur le droit des malades pour les détenus gravement atteints: « Ils sont des centaines de détenus à dépasser les 80 ans et plusieurs milliers à souffrir de maladies graves quand ils ne sont pas en fin de vie. Pour eux pas de comité de soutien, ni de remise en liberté, mais très souvent l'hôpital où on les laisse partir pour y mourir, histoire de ne pas avoir à comptabiliser leur décès dans les statistiques des morts en prison. » Le tract exige de plus la reconnaissance du droit du travail et syndical pour les personnes détenues, et dénonce également les dysfonctionnements au sein du centre de détention de Salon en matière de politique de réinsertion. Alors que Papon est aujourd'hui libre, ayant passé en prison moins de temps qu'Yves Peirat n'y séjournera, que de partout l'inadmissible situation des prisonniers souligne à quel point, comme l'écrivent les détenus de Salon: « Le détenu reste taillable et corvéable à merci, sans aucun droit. »